



**HAL**  
open science

## Militantes clandestines dans le conflit armé basque

Caroline Guibet Lafaye

► **To cite this version:**

Caroline Guibet Lafaye. Militantes clandestines dans le conflit armé basque. Champ Pénal, 2020, 19, 10.4000/champpenal.11572 . hal-02506427

**HAL Id: hal-02506427**

**<https://hal.science/hal-02506427>**

Submitted on 12 Mar 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# MILITANTES CLANDESTINES DANS LE CONFLIT ARME BASQUE

Caroline GUBET LAFAYE<sup>1</sup>

*Résumé* : Les travaux scientifiques sur l'engagement féminin au sein d'organisations basques dites terroristes sont rares. Grâce à une enquête empirique qualitative, nous avons pu préciser les fonctions assumées par les femmes au sein d'ETA et Iparretarrak ainsi que leur rapport à la violence. L'échantillon permet d'analyser les différentes modalités d'entrée dans les organisations clandestines selon les générations. Les données empiriques contribuent à récuser les stéréotypes de genre souvent convoqués pour expliquer la participation des femmes à des entreprises illégales. Ainsi à partir des années 1980, les modalités d'incorporation des femmes et leur rôle au sein d'ETA en particulier ne se distinguent pas de celles des hommes. En ce sens, le genre ne semble pas incarner une catégorie pertinente pour expliquer les trajectoires individuelles d'engagement des femmes dans certaines organisations clandestines illégales comme ETA, IK ou le PIRA.

*Mots-clefs* : Terrorisme, femme, violence, illégalité, ETA, Iparretarrak.

*Abstract*: Scientific research on women's involvement in so-called terrorist Basque organisations is scarce. Thanks to a qualitative empirical survey, we clarify the functions performed by women within ETA and Iparretarrak as well as their representation of violence. The sample allows to analyse the different ways of entering clandestine organisations from one generation to the next. The empirical data help to challenge the gender stereotypes often used to explain women's participation in illegal groups. From the 1980s onwards, the methods of incorporating women and their role within ETA in particular were no different from those of men. In this sense, gender does not seem to embody a relevant variable to explain the individual trajectories of women's engagement in some illegal clandestine organizations such as ETA, IK or PIRA.

*Key words*: Terrorism, women, violence, illegality, ETA, Iparretarrak.

---

<sup>1</sup> CNRS, Centre Émile Durkheim (Univ. de Bordeaux - Sciences Po). Contact : caroline.guibetlafaye@u-bordeaux.fr; [c.guibetlafaye@wanadoo.fr](mailto:c.guibetlafaye@wanadoo.fr). Cet texte est la version enrichie de l'article paru dans *Champ pénal/ Penal field* [En ligne], vol. 19 | 2020, <https://journals.openedition.org/champpenal/11572>.

« Je me suis engagée comme terroriste mais pour ne pas être femme au foyer. » (Adeline)

## Introduction

Le 31 juillet 1959 émerge, dans le contexte du régime franquiste, *Euskadi Ta Askatasuna* (ETA - « Pays basque et Liberté ») dont l'objectif est l'instauration d'un Pays basque indépendant et socialiste<sup>1</sup>. L'organisation se dissout le 3 mai 2018 après presque 60 ans d'activités. Au Pays basque nord (Iparralde), un groupe clandestin défendant une position idéologique comparable, Iparretarrak (IK), voit le jour le 11 décembre 1973. IK se pense comme un groupe de défense du peuple basque, notamment des travailleurs et des paysans ainsi que de la terre d'Iparralde<sup>2</sup>. ETA comme IK inscrivent leurs actions armées dans une lutte générale d'émancipation des peuples et des travailleurs.

Jusqu'au milieu des années 1960, les actions qu'ETA revendique sont de faible portée. Elles consistent en dégradations des monuments et des places célébrant le franquisme, en actions contre des informateurs consistant par exemple à brûler leur véhicule (voir Jokin Gorostidi, « V Asamblea, un paso adelante », in *Punto y Hora*, 13 juillet 1984). Néanmoins ETA procède progressivement à un changement stratégique et prend la décision d'initier une campagne armée ayant pour objectif la lutte de libération nationale<sup>3</sup>. La première action d'ETA visant (indirectement) le gouvernement est commise le 18 juillet 1961 contre des sympathisants de Franco (voir infra p. 6). Ces évolutions stratégiques se distinguent selon plusieurs phases respectivement autour 1. du franquisme (1968-1975) où se trouve menée une lutte de résistance contre la dictature ; 2. d'une phase d'offensive pendant la période de la transition vers la démocratie (1975-1977), offensive contre l'État espagnol qui sera approfondie après l'approbation de la nouvelle constitution espagnole (1978-1980). À ces phases, succèdent 3. une « guerre d'usure » (Sánchez-Cuenca, 2009) (1981-1992) puis 4. un déclin des actions d'ETA (1992-2009) conduisant à sa dissolution en 2018<sup>4</sup>.

Au cours de ces différentes phases, l'engagement politique des femmes en Hegoalde a varié. Toutefois peu d'études ont examiné les rôles de ces dernières dans le mouvement basque abertzale (patriote) et encore moins les fonctions qu'elles ont assumées dans la lutte clandestine. Des travaux consacrés à ETA ont pu s'intéresser partiellement aux membres féminins (voir Miren Alcedo, 1996 ; Domínguez Iribarren, 1998 ; Reinales, 2001 ; Hamilton, 2007). Pourtant, des femmes ont été actives dans tous les secteurs d'ETA, y compris sur le front militaire et dans les commandos depuis environ le milieu des années 1960. Les mêmes constats pourraient être rendus du côté d'IK. Au cours des années 1970, les femmes ont participé à l'ensemble des organisations abertzales qui n'ont cessé de se développer autour d'ETA et de celles qui fleurissaient en Iparralde, qu'il s'agisse de syndicats, des partis politiques, d'associations de quartiers et, depuis les années 1990, d'organisations féministes (Hamilton, 2007, p. 1-2).

Le premier document d'ETA faisant mention de la participation directe d'une femme à l'organisation date de 1963. Deux femmes sont ensuite citées parmi les participants de la IIe Assemblée d'ETA (Txalaparta, tome I, 1993, p. 297). Entre le milieu des années 1960 et les

---

<sup>1</sup> ETA se définit comme une « organisation socialiste révolutionnaire basque de libération nationale ».

<sup>2</sup> IK promeut des actions s'opposant à la logique capitaliste et « coloniale », dont le groupe estime qu'elle est imposée par la bourgeoisie et l'État français au Pays basque nord.

<sup>3</sup> Voir *La insurrección en Euskadi*, document publié en 1964 par ETA à l'issue de la IIIe Assemblée.

<sup>4</sup> La périodisation que nous proposons est légèrement distincte de celle esquissée par Sánchez-Cuenca (2009). Nous nous en sommes expliquée en d'autres lieux (Guibert Lafaye, 2020).

années 1970, de rares femmes ont rejoint l'organisation. La plupart œuvraient au sein des activités culturelles et sur des rôles de support. À la fin des années 1960, un petit nombre de femmes était présent dans les commandos. Trois femmes participaient au comité exécutif d'ETA, Arantza Arruti<sup>1</sup>, Jone Dorronsoro et María Asunción Goenaga López. Parmi les six accusés du procès de Burgos de 1970, on compte trois femmes (Itziar Aizpurua Egaña, Juana Dorronsoro Zeberio, Arantxa Arruti Odiozola). À la fin des années 1970, une femme au moins Dolores Gonzalez Catarain, dite *Yoyes*, était membre du comité exécutif d'ETA.

Au cours des années 1970, le nombre de femmes, au sein des recrues d'ETA, est en constante augmentation. Parallèlement, celles accusées d'implication directe dans l'organisation, aussi bien dans les commandos qu'à des fonctions de commandement, se multiplient. Au début des années 1980, quelques militantes accomplissent de longues peines de prison suite à des crimes violents voire à des assassinats. Néanmoins le nombre d'activistes féminines demeure faible entre 1960 et jusqu'au début des années 1980, c'est-à-dire entre 12 et 13 % (Hamilton, 2007, p. 105). Jusqu'au début des années 1980, elles sont plutôt des « collaboratrices » et peu interviennent sur les « actions » (*ekintza*) menées par les commandos (Alcedo Moneo, 1996, p. 354). Ultérieurement María Soledad Iparraguirre, dite *Marisol* puis *Anboto* exerce des fonctions de responsabilité en particulier entre 1992 et 1998 ainsi qu'au début des années 2000. En 2019, demeurent incarcérés en Espagne 26 femmes et 209 hommes d'ETA et hors d'Espagne 8 femmes et 39 hommes<sup>2</sup>.

Les études de genre ont pris pour objet, au cours des dernières années, la violence politique illégale des femmes, introduisant ainsi un autre regard sur la normativité et les mécanismes de régulation sociale, l'évolution des normes et leurs permanences à travers le temps, les dissonances et les écarts à la norme. En ce sens, l'approche par le genre constitue un outil heuristique pour saisir ce que la féminisation fait à la violence politique et à son inscription dans l'espace sociopolitique (voir Cardí et Pruvost, 2012 ; Guibet Lafaye et Frénod, 2019 ; Boutron, 2019a<sup>3</sup>). La féminisation de la violence politique invite à penser les enjeux sexués du phénomène, de son traitement répressif et de ses représentations. L'accès des femmes à la violence légale – dans la police (Pruvost, 2007) ou dans la gendarmerie (Geesen, 2008) – a fait l'objet de plusieurs études sociologiques. En revanche, leur accès à la violence illégale a été peu étudié (Bugnon, 2015) et encore moins à partir de sources primaires (Falquet, 2003 ; Felices-Luna, 2007 ; Guibet Lafaye et Frénod, 2019).

S'agissant de l'implication des militantes dans les organisations clandestines, nous tenterons d'élucider, en référence à la littérature existante, plusieurs questions, en premier lieu, celle des modalités d'engagement des femmes dans les organisations illégales. Comment et pourquoi les femmes entrent-elles dans des organisations armées ? Y a-t-il des modalités d'engagement spécifiques concernant des militantes dans les organisations clandestines basques ? Dans le cas de l'Armée Républicaine Provisoire Irlandaise (PIRA), les trajectoires d'engagement des femmes dans la lutte armée ne divergent pas de celles des hommes (voir Bosi, 2012, p. 371, note)<sup>4</sup>. Cette conclusion se vérifie-t-elle au Pays basque ? Nous tenterons d'élucider cette question en l'abordant à la fois sous l'angle des parcours mais également sous celui des motivations. Y a-t-il des motifs spécifiques venant à l'appui de l'engagement des femmes ? Le genre constitue-t-il une variable pertinente pour expliquer les trajectoires individuelles d'engagement ? Quel rapport les femmes ont-elles à la violence politique et

---

<sup>1</sup> Elle est accusée d'avoir participé à l'exécution de Melitón Manzanos.

<sup>2</sup> Chiffres communiqués par l'association *Etixerat* (<http://www.etixerat.eus/index.php/fr/>).

<sup>3</sup> Nous développerons ce point infra p. 15 à partir des statistiques de l'augmentation de la participation des femmes à ETA à partir de la fin des années 1980.

<sup>4</sup> Nous évoquons le PIRA dans la mesure où L. Bosi propose une étude comparative sur les trajectoires masculines et féminines qui permet de mettre en perspective celle que nous menons ici. Or ce type de travail comparatif est rare concernant les organisations clandestines d'Europe occidentale.

comment se représentent-elles sa place dans le combat qu'elles embrassent en faveur de la « libération » du Pays basque ?

Élucider ces interrogations est d'autant plus utile que l'engagement politique féminin illégal – et terroriste – a souvent été abordé sous le prisme sentimental ou pathologique quoique ce biais se retrouve également dans la littérature sur la déviance féminine et son appréhension pénale (voir Vuattoux, 2014 ; Barbier, 2019). Lorsque ces militantes présentent des traits « féminins », leur « terrorisme » est analysé comme la résultante d'un « excès » de féminité (Felices-Luna, 2007). Elles sont sinon présentées comme les victimes d'hommes qui les séduisent, les manipulent ou les contraignent, par leur supériorité physique, à s'impliquer au sein d'un groupe « terroriste » (Victor, 2003). Dans d'autres cas, l'implication des femmes, en particulier dans des attentats suicides, est présentée comme un sacrifice pour rétablir l'honneur familial qu'elles auraient bafoué ou pour épargner à leur famille le poids économique et social qu'elles représentent en étant célibataires, veuves ou divorcées (Cunningham, 2003 ; Victor, 2003). La déviance des femmes est analysée dans cette perspective comme le résultat d'un manque ou d'un excès de féminité. Elles sont également assignées à un rôle maternel, lorsqu'elles entrent dans l'espace public sous la figure de la mère ou de la compagne endeuillée, rappelant le rôle au sein de la famille du militant mort (*indarra femenina*, voir Aretxaga, 1988, chap. 3).

Nous montrerons qu'il n'y a pas davantage lieu d'appliquer aux femmes des théories explicatives, en particulier déterministes, considérées comme inacceptables pour des hommes (Talbot, 2000 ; Taylor, 2001). L'élucidation de leurs motivations et de leurs trajectoires d'engagement dans le militantisme clandestin permettra de souligner leur rôle en tant qu'acteurs sociaux et politiques. Nous établirons, à partir d'analyses de cas précis (Madeleine, Amandine, Françoise et Isée), que les représentations précédemment rappelées traduisent des stéréotypes de genre et qu'il est bien plus pertinent de considérer que c'est parce que ces femmes étaient déjà engagées et conscientes politiquement qu'elles finissent par être en couple avec des hommes clandestins de l'organisation ou des responsables<sup>1</sup>, le champ de leurs relations sociales possibles se restreignant fatalement avec leur entrée en clandestinité. Aux antipodes de ces représentations stéréotypiques des femmes dans la lutte armée, nous soulignerons les modalités selon lesquelles les femmes se construisent en tant qu'acteurs politiques au sein de l'engagement illégal. Nous montrerons qu'y compris lorsqu'elles sont « compagnes de », les femmes interrogées assument un rôle politique, se construisent comme acteurs politiques, même lorsqu'elles entrent dans un jeu d'euphémisation de leur rôle au sein de l'organisation (voir Madeleine). Y compris lorsqu'elles sont « compagnes de », elles assument un engagement politique à part entière, comme nous le verrons avec Madeleine, Estrella ou Amandine.

Bien que restreint, l'échantillon des femmes rencontrées permet de nuancer le portrait de la femme fatale, c'est-à-dire de celles qui ont œuvré dans les commandos. Les femmes impliquées dans l'organisation clandestine ont assumé les rôles de participantes des commandos tout comme d'hôtesse (hébergement, accueil des clandestins) – rôle dont il ne faut toutefois pas négliger l'importance dans un réseau illégal car, comme le reconnaissent les hommes d'IK, sans ce soutien, les commandos ne peuvent tenir. La violence des femmes a longtemps été abordée dans la littérature secondaire à l'intérieur du cadre de la domination masculine et envisagée comme une violence subordonnée à celle des hommes, qui restent appréhendés comme les véritables bras armés de la violence ou les plus dangereux, tandis que les femmes seraient plus inoffensives ou useraient des armes du faible. C. Hamilton dans son ouvrage sur les femmes et ETA a pris soin de ne pas insister excessivement sur le sujet de la violence au détriment d'autres aspects de l'engagement militant des femmes basques. Notre

---

<sup>1</sup> Voir par exemple Amalia, Madeleine et Mona.

étude portant spécifiquement sur la violence politique, nous avons abordé frontalement le thème ce qui autorise le présent article à compléter un pan de l'étude laissé dans l'ombre par C. Hamilton, qui s'appuyait sur des histoires de vie, sans directement interroger les femmes sur la violence. Ainsi nous pourrions dire si, au sein des militantes des organisations clandestines basques, existe une appréciation genrée distincte de la violence politique (voire de la violence en tant que telle), de son interprétation et de ses usages. Cette recherche présente, en outre, le mérite de s'appuyer principalement, pour interroger la place des femmes dans l'engagement clandestin, sur des sources primaires plutôt que sur des sources policières et médiatiques (Lacroix, 2011). Elle permet ensuite de compléter sur le plan chronologique, qualitatif et statistique les données de C. Hamilton (2007). Enfin et dans la mesure où elle exploite des sources primaires, elle n'aborde pas la place des femmes dans les organisations clandestines simplement à partir de leur fonction de mère ou de la gestion de la maternité (Lacroix, 2011).

### *Présentation de l'enquête*

L'analyse que nous développons s'appuie sur une enquête réalisée au Pays basque (Hegoalde et Iparralde) entre mars 2016 et août 2019. Elle nous a permis de nous entretenir avec 20 femmes impliquées dans des organisations illégales ayant pris part au conflit basque depuis les années 1960 jusqu'à la dissolution d'ETA annoncée le 3 mai 2018. Les personnes ont été contactées soit de façon directe, soit par la méthode « boule de neige » (Laperrière, 1997)<sup>1</sup>. Parmi ces femmes, la plus jeune avait 34 ans et la plus âgée 69 ans au moment de l'entretien. Ceux-ci ont été enregistrés et intégralement retranscrits. Ils ont duré entre 45 mn et 3h30, pour une moyenne de 70 mn par entretien. Les entretiens ont été réalisés en face-à-face et, pour un cas, par vidéo-conférence. Ils se sont déroulés soit en français soit en castillan, l'auteure n'étant pas bascophone. L'annexe 1 présente la liste des enquêtées et leurs caractéristiques sociodémographiques. Le choix des organisations illégales étudiées tient à l'importance qu'elles ont revêtue dans le conflit en Hegoalde et Iparralde respectivement pour ETA et IK. Dans la mesure où le nombre de participantes à IK et aux Commandos Autonomes Anticapitalistes (CAA) est réduit, il ne semble pas pertinent de mener une comparaison rigoureuse entre les trajectoires des femmes au sein de chaque organisation<sup>2</sup>. Nous les considérerons donc comme participant d'un même conflit et engagées dans des organisations également illégales. Nous parlons de militantes « clandestines », non pas au sens que leur groupe confère à ce terme (*i.e. liberados* pour ETA), mais au sens de la langue française, c'est-à-dire « qui existe, fonctionne, se fait de manière secrète, en dehors de ceux qui exercent l'autorité, à l'encontre des lois établies, de la procédure normale et licite » (*Trésor de la Langue Française*) dont la signification est synonyme d'« illégal ». Cette acception permet ainsi de désigner les militantes « en clandestinité » au sens strict, c'est-à-dire recherchées, en cavale et celles gardant un pied dans la société civile mais agissant illégalement pour le groupe auquel elles appartenaient.

La collecte de données primaires a été complétée par une étude systématique de la presse en langues française et castillane portant sur les femmes des organisations étudiées. Le corpus de presse a été constitué à partir la base de données Europresse<sup>3</sup>, remontant aux années 1940 pour les quotidiens en langue française (*Le Monde, Sud-Ouest*), et des archives en ligne des

---

<sup>1</sup> Dans le cas précis de ce terrain, il est difficile de procéder à une sélection des enquêtés par âge et par sexe, c'est-à-dire de procéder à un profilage exigeant, les opportunités de contacts étant aléatoires (voir Grojean, 2010).

<sup>2</sup> S'ajoute à cette difficulté le fait qu'IK et ETA, non seulement sont des organisations peu comparables en termes d'effectifs et de durée de vie, mais que les deux groupes ont fait des choix politiques différents en matière de moyens mis en œuvre dans la lutte armée.

<sup>3</sup> [www.bpe.europresse.com](http://www.bpe.europresse.com).

journaux en castillan (*El País, ABC, El Mundo, La Razón*) à partir des mots clefs renvoyant aux sigles des deux organisations armées. De ce large corpus, nous avons extrait tous les articles évoquant des femmes ayant pu participer à ces dernières. Nous avons ensuite établi une liste exhaustive de ces militantes pour revenir vers les sources journalistiques et y rechercher tous les articles mentionnant ces femmes qui n'auraient pas figuré dans le premier échantillonnage réalisé. Au sein de ce corpus de presse restreint relatif aux activistes féminines, certains articles concernaient des militantes rencontrées dans le cadre de notre recherche.

La présente enquête de sociologie empirique est toutefois entachée d'une difficulté méthodologique propre à toute enquête rétrospective, se résumant dans l'« illusion biographique », tenant à ce que l'individu retrace *a posteriori* et de façon linéaire son parcours de vie (Bourdieu, 1986, p. 69 ; Descamps, 2001). L'enquête rétrospective, quelle que soit la méthode d'investigation utilisée (Auriat, 1996), demeure tributaire d'effets de mémoire, peu contrôlables dans le cas des entretiens. Néanmoins la démarche rétrospective est, d'une part, quasiment inévitable dans l'étude de la participation à des organisations clandestines. D'autre part, tout discours sur la réalité, qu'il soit rétrospectif ou contemporain, véhicule des effets de reconstruction auxquels le sociologue se voit inévitablement confronté (Descamps, 2001). Tout en nous appuyant sur ces récits rétrospectifs, nous garderons à l'esprit qu'ils constituent des reconstructions typiques *a posteriori* de souvenirs ou d'événements où l'enquêté comme l'enquêteur sont tentés « de dégager une logique à la fois rétrospective et prospective », d'établir « des relations intelligibles, comme celle de l'effet à la cause efficiente ou finale, entre les états successifs, ainsi constitués en *étapes* d'un développement nécessaire » (Bourdieu, 1986, p. 69). Ces mises en garde formulées, les reconstructions biographiques demeurent néanmoins précieuses pour appréhender les milieux militants, les représentations et perceptions qu'ont les acteurs de leur environnement et du monde social, leurs définitions des coûts et des avantages de la participation politique, leur socialisation politique, ainsi que la dynamique de production et de maintien d'une identité collective.

## **1. Trajectoires des femmes impliquées dans le conflit armé basque**

### **1.1 DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE LEGAL A L'ENGAGEMENT CLANDESTIN**

On peut estimer que l'histoire contemporaine du conflit armé basque remonte à la création d'ETA en 1959 et plus particulièrement à la tentative, le 18 juillet 1961, menée par l'organisation de faire dérailler un train transportant des partisans de Franco vers San Sébastian qui allaient célébrer les 25 ans de sa victoire durant la guerre civile. Sans avoir pu nous entretenir avec les premières générations de femmes ayant soutenu ou participé à ETA, nous avons rencontré des militantes nées entre 1949 et 1984<sup>1</sup>. En somme et bien que l'échantillon soit restreint, il est possible d'envisager les différences de parcours et de modalités d'intégration au sein des organisations clandestines selon les époques auxquelles les femmes les ont rejointes. Plusieurs générations civiles de militantes se distinguent (voir tableau 1), leur répartition étant relativement homogène.

---

<sup>1</sup> Les militantes d'IK sont nées entre 1944 et 1963, celle des CAA en 1960.

Tableau 1 : Répartition générationnelle des enquêtées

Génération civiles	ETA	IK	CAA <sup>1</sup>	Total
G 1 nées dans les années 1940-1950	9	2	0	11
G 2 nées dans les années 1960	2	1	1	4
G 3 nées dans les années 1970-1980	5	0	0	5
Total	16	3	1	

Toutefois et du fait de la chronologie du Pays basque sud marquée par la dictature franquiste, il est également pertinent de dissocier les militantes selon les périodes historiques d'entrée en militance (tableau 2). En particulier, nous pourrions isoler un groupe de femmes (N = 5) ayant intégré ETA durant le franquisme, un deuxième groupe concernant les trois organisations étudiées et coïncidant pour l'Hegoalde avec la période de la transition vers la démocratie en Espagne (N = 10), enfin le groupe des plus jeunes militantes d'ETA qui se sont tournées vers l'organisation dans le contexte d'une démocratie espagnole consolidée (N = 5). Au sein du deuxième groupe  $\gamma$  2, certaines militantes étaient d'abord proches d'ETA-politico-militaire (ETA-pm) puis se sont orientées vers ETA-militaire (ETA-m), la première branche prononçant sa dissolution en 1982.

Tableau 2 : Répartition des enquêtées selon les générations d'entrée en militance

Génération d'entrée en militance	ETA	IK	CAA	Total
$\gamma$ 1 (avant 1975)	5	0	0	5
$\gamma$ 2 (entre 1975-1982)	6	3	1	10
$\gamma$ 3 (1990-2000)	5	0	0	5

$\gamma$  1 : intégration avant le franquisme (avant 1975)

$\gamma$  2 : intégration pendant la transition espagnole (entre 1975-1982)

$\gamma$  3 : intégration dans les années 1990 et après ; militantes nées dans les années 1970-80.

Dans un premier temps, nous tenterons d'élucider les trajectoires qu'ont suivies les femmes pour rejoindre, non pas seulement le mouvement abertzale, mais les organisations clandestines basques. C. Hamilton estime qu'alors que la plupart des jeunes hommes semblent avoir été introduits au nationalisme, au cours des années 1960 par le séminaire, la *cuadrilla*, sur leur lieu de travail ou à l'université, les femmes auraient eu leur premier contact avec le mouvement abertzale par des activités telles que la danse, le théâtre, des groupes de chant, les

<sup>1</sup> Les Commandos Autonomes Anticapitalistes (CAA) voient le jour en Hegoalde en 1976. Leur lutte et leurs actions armées sont conçues comme un soutien renforcé aux mouvements ouvriers et populaires. Le commando qui exécuta le 23 février 1984 Enrique Casas Vila, sénateur socialiste, candidat aux élections à la députation du Parlement basque en Guipúzcoa et acteur principal de la coordination des Groupes Antiterroristes de Libération (GAL), groupes paramilitaires commandités par le gouvernement socialiste espagnol, est décimé dans une embuscade le 22 mars 1984 à Pasajes. Cette liquidation signe la fin de l'unité la plus active des CAA.



fêtes nationalistes, les festivals, les cours de langue (Hamilton, 2007, p. 57)<sup>1</sup>. À la fin du franquisme, ces activités revêtent une signification politique qui tend à façonner la conscience de nouvelles générations d'activistes. Dans le contexte spécifique des années 1960 d'une Espagne encore sous la dictature militaire, construite autour d'une hiérarchie genrée fortement enracinée, le mouvement abertzale émergeant ouvre de nouveaux espaces pour les femmes voulant participer à l'activisme public et politique. Cette entrée a été facilitée par le fait que la rhétorique nationaliste associait les femmes au domaine de la culture et de la langue. Bien que ce lien fût partie de la division sexuelle du travail (Kergoat, 2000 ; Falquet, 2003 ; Fillieule et Roux, 2009) au sein du mouvement abertzale, il permit l'incorporation des femmes d'une façon qui n'était pas possible dans des partis ou des mouvements politiques plus conventionnels. Au cours des années 1960, le recrutement des femmes au sein d'ETA s'est donc opéré par des voies distinctes de celles des hommes. Le parcours de Maud, impliquée dans la logistique d'IK à partir des années 1980, illustre cette voie : elle est investie dans la « lutte » pour les écoles en langue basque (*Ikastolas*) et vendait des calendriers pour collecter des fonds pour les financer. Elle participait aux manifestations en faveur de la langue jusqu'à ce qu'on vienne lui demander d'assurer la logistique des clandestins et, pour se faire, de se mettre en retrait des activités publiques du mouvement abertzale.

Avec l'accroissement de la participation des femmes à l'ensemble des secteurs de la société (éducation, travail, politique) à partir des années 1980 ainsi que grâce à la création d'organisations de jeunesse abertzales, les voies d'entrée des femmes dans ETA ont convergé avec celles des hommes. Du côté d'IK, on ne peut noter de distinction majeure entre les modalités de recrutement entre hommes et femmes, les personnes ayant été soit contactées par un membre de l'organisation illégale soit ont cherché elles-mêmes le contact.

Une analyse du profil de 14 femmes accusées d'avoir participé aux activités armées d'ETA ou à son commandement, entre le début des années 1980 et 2003, montre que ces femmes viennent de milieux sociaux similaires à ceux des hommes (comme ce fut déjà le cas dans le recrutement des générations antérieures de femmes au sein d'ETA ; voir Hamilton, 2007, p. 171)<sup>2</sup>. Alors que la majorité est issue de familles basques ou mixtes, une minorité significative vient de familles de parents nés dans d'autres parties de l'Espagne. Ceci reflète un changement général dans le profil des activistes d'ETA depuis les années 1980 (Reinares, 2004, p. 482). Si, au cours des premières décennies d'existence de l'organisation, le recrutement et la participation des femmes dans ETA diffèrent de ceux des hommes, ces différences tiennent aux conditions historiques de la fin du franquisme et de la transition politique espagnole (voir Hamilton, 2007, p. 176). L'évolution de ces modalités s'explique, au fil du temps, par celle des politiques du genre au sein du mouvement abertzale depuis les années 1960. La spécialisation des militantes d'ETA dans des activités en relation avec l'organisation ou de collaboration était encore très marquée dans les années 1970 et le début des années 1980, comme le montre la différence des chefs d'accusation qui pesaient sur ces femmes et les militantes des GRAPO, davantage reconnues comme membres à part entière du groupe (voir *Punto y Hora de Euskal Herria*, 257, 12-19 mars 1982, p. 12). Cette spécialisation n'est toutefois pas antinomique d'une conscience politique aigüe (voir Maud, Tanya<sup>3</sup>).

---

<sup>1</sup> En Iparralde, la plupart des neuf hommes rencontrés dans l'enquête avaient une activité politique légale avant de rejoindre IK. Un seul ferait exception à ce cheminement du politique légal au politique illégal du fait d'avoir plutôt suivi la voie initiale de l'implication culturelle.

<sup>2</sup> Les sources utilisées par C. Hamilton sont issues d'articles de presse faisant état des accusations policières, arrestations et meurtres entre 1982 et 2003. Concernant les profils sociologiques des militants d'ETA, voir Reinares, 2004 et Domínguez Iribarren, 1998.

<sup>3</sup> Voir annexe pour les caractéristiques sociodémographiques des enquêtées.

## 1.2 « PETITS PAS », CHOIX, « APPROPRIATION IDENTITAIRE »

L'entrée en matière de nos entretiens orientait les militantes vers une description de leur parcours politique et de leur trajectoire avant l'incorporation clandestine. Ces récits de vie soulignent l'implication politique dès avant l'entrée dans l'organisation illégale dans la quasi-totalité des cas. La majorité des femmes rencontrées atteste d'une socialisation et d'une conscience politiques antérieures à leurs activités illégales (respectivement N = 15 et N = 17), au-delà même de la simple adhésion au mouvement abertzale (voir tableau 3.1 et encadré).

Tableau 3.1 : Implication politique avant l'entrée dans l'organisation clandestine

Antériorité de l'engagement politique	Socialisation politique antérieure
17 militantes + 1 probable	15 militantes (2 indécidables)

L'antériorité de l'engagement politique des activistes constitue une constante à travers les générations que nous avons interrogées comme le montre le tableau 3.2<sup>1</sup>. Isée ( $\gamma$  2) a rejoint le comité pro-amnistie à 13 ans. Elyana ( $\gamma$  3) a commencé à militer à 15-16 ans, en participant à l'assemblée des femmes de son village, puis au mouvement des étudiants indépendantistes de son école et au *Gaztetxe* (maison des jeunes) – tout comme Elikia ( $\gamma$  3), Sandrine ( $\gamma$  3) et Mona ( $\gamma$  3) qui œuvraient à la solidarité pour les prisonnières et les exilés ainsi que dans les mouvements de jeunes. Le passage vers l'illégalité est comparable à celui des hommes : lorsque c'est le cas, les femmes étaient d'abord des militantes « légales » avant que leur identification par la police ne les oblige à entrer dans la clandestinité comme militantes « illégales ».

Tableau 3.2 : Implication des générations avant l'entrée dans l'organisation clandestine

Antériorité de l'engagement politique	Militantes concernées	Total des militantes par génération
$\gamma$ 1	4 + 1	5
$\gamma$ 2	9	10
$\gamma$ 3	5	5

Ces chiffres qui dévoilent, dans presque tous les cas, la constitution très précoce de ces femmes en agents politiques, dès avant leur engagement clandestin, sont-ils tributaires de biais d'enquête ? En effet, notre mise en relation avec ces militantes se faisait sur le thème de l'« engagement politique » et il est possible, d'une part, que nos intermédiaires nous aient mis en contact de façon privilégiée avec les femmes les plus politisées. D'autre part, les actrices sont d'autant plus prêtes à témoigner de leur parcours qu'elles en assument les méandres, les conséquences et le sens politique, y compris dans un travail de reconstruction *a posteriori* de leur trajectoire. Cependant et concernant au moins les femmes rencontrées, les récits ne permettent pas de douter de l'authenticité de leur trajectoire d'agents politiques. Ainsi Lauréline ( $\gamma$  2) qui participât activement à la lutte armée contre le projet de centrale nucléaire à Lemoiz initie son engagement à 15 ans (elle est née en 1958) comme « dirigeante syndicale » ou plutôt « déléguée des étudiants », dans la mesure où le franquisme ne laissait qu'une place réduite aux syndicats. Elle collabore alors à une organisation communiste, à la

<sup>1</sup> Cinq des femmes rencontrées appartenaient à groupes féministes avant leur entrée dans les organisations armées.

gauche du parti communiste puis rejoint *Bandera Roja*. Elle assume des responsabilités aussi bien au sein du mouvement féministe que dans le mouvement étudiant. Face aux formes que prend la transition dite démocratique en Espagne, elle fait le choix, avec son compagnon, de dissoudre son organisation politique et de rejoindre la mouvance abertzale qui lui semble « très rupturiste par rapport à ce système-là ». Commence alors un exil en Belgique puis en France – suscité par ses activités politiques – qui dure 35 ans, elle-même n’en ayant que 20 à l’époque où il s’impose à elle.

*Encadré* : Madeleine (γ 1) est née en 1952. Elle est issue d’une famille d’origine modeste, basque abertzale du sud. La famille de sa mère a vécu la guerre de 1936 et a été frappée par la répression franquiste. Son engagement commence jeune dans une organisation catholique. À 22-23 ans, elle rejoint la lutte clandestine d’ETA. Animée par un désir révolutionnaire, elle demeure toutefois discrète sur les actions qu’elle a réalisées pour l’organisation. Celles-ci lui vaudront toutefois de subir plusieurs attentats perpétrés par le Bataillon Basque Espagnol (BVE) alors qu’elle est en exil en Iparralde. À la suite à une arrestation en Iparralde, elle est incarcérée 5 ans.

Élodie (γ 2) est née en 1958 d’une famille de boulangers engagés dans la lutte contre le franquisme. Sa mère et sa grand-mère sont rescapées du bombardement de Guernica du 26 avril 1937. Élodie connaît sa première expérience avec la garde civile espagnole à l’âge de 13 ans alors que celle-ci vient arrêter ses parents. Entrée dans le mouvement étudiant à 15 ans, elle rejoint ensuite les organisations abertzales et poursuit l’appui que sa famille prêtait déjà à ETA. En mai 1981 et du fait de ses activités clandestines, elle fuit l’Hegoalde mais se fait arrêter en 1982. L’arrestation la conduit un an et demi en prison. À sa sortie, la présence des GAL en Iparralde la pousse à choisir l’exil avec sa famille. Elle y restera 11 ans.

Mona (γ 3) est née en 1982. Elle est également issue d’une famille très militante de la gauche abertzale du Pays basque sud et d’origine modeste. Elle commence à militer dans les mouvements de jeunesse, les *Gaztetxe*, et rejoint à 20 ans ETA. Sa vie, depuis son enfance, jusqu’après sa sortie de prison après plus de 13 ans de détention, est celle d’une militante, aujourd’hui « radicalement féministe » et « écologiste radicale ». L’oppression de son peuple ainsi qu’un désir de liberté ont motivé un engagement qu’elle a voulu assumer en première personne plutôt que de le déléguer à d’autres. Si elle n’a pas subi elle-même la violence de la police, elle a vu les séquelles de la torture sur son père. Elle reconnaît que prendre les armes était, dans son parcours, une contradiction car elle affirme être contre la guerre mais elle assume parfaitement et avec fierté sa trajectoire.

La conscience politique et le fait d’assumer un rôle d’actrice politique se lisent encore dans les modalités d’intégration par les militantes de l’organisation clandestine. Parmi les 20 parcours retracés, trois modalités principales se dessinent : l’« engagement à petits pas » (Becker, 2006), l’initiative personnelle ou le choix qui, souvent suite à un événement décisif ou déclencheur, pousse les individus à rechercher le contact avec l’organisation illégale (voir Fabienne), l’« appropriation identitaire » en ce sens que face au comportement fortement engagé de la militante, un membre de l’organisation illégale lui propose de prendre part à l’activité clandestine (voir Voëgtli, 2004 et tableau 4). Le discours de Laure illustre, de façon idéal-typique, ce processus s’agissant de son entrée dans IK :

« Ça s’est fait de manière très progressive dans la mesure où j’ai commencé plutôt par des coups de main, plus dans de l’activisme, les manifestations, qui dégénéraient... C’était pas officiellement IK, mais c’était juste des prémisses dans l’infrastructure qu’on peut mettre en place dans les manifs

avec des cocktail Molotov, des choses comme ça quand il y avaient des manifs qui partaient un peu à la bagarre. Après ça a été des coups de main, d'amener des choses d'un point A à un point B ou bien de garder des choses. Et tout doucement, c'était pas officiellement dit que je rentrais dans une organisation. Les mots n'étaient pas posés mais c'était de fait que je donnais un coup de main à ça. Là, j'avais 20 ans [...], donc c'est dans les années 83-84. Et après, petit à petit le passage vers l'incorporation dans une structure, dans un noyau officiel, ça c'est un peu plus tard. [...] Et après oui il y a eu une personne qui est venue me voir, et qui m'a dit... C'était vraiment pour officialiser, pour entrer en tant que membre dans une organisation. Jusque là, c'était du soutien, tout ce qui était un peu infrastructure autour alors que là après, à un moment donné il y a eu une demande vraiment par une personne, quelqu'un que je connaissais depuis très longtemps, qui est venu me voir. »

Tableau 4 : Modalités d'entrée dans l'organisation clandestine<sup>1</sup>

Modalités	Nombre
Appropriation identitaire	7
Initiative personnelle	8 <sup>2</sup>
Engagement à petits pas	6

La trajectoire de Laureline, pour sa part, illustre plutôt l'engagement dans la carrière selon la modalité de l'initiative personnelle ou du choix, produit de l'analyse politique (voir aussi Xavière). Celle de Fabienne témoigne d'un choix motivé par un événement décisif (*turning point*), en l'occurrence le second procès de Burgos comme ce fût aussi le cas pour nombre de militants basques masculins (voir Guibet Lafaye, 2020). Politisée dès l'âge de 12 ans (elle est née en 1953), elle reconnaît qu'elle n'était encartée dans aucun groupe précis avant de rejoindre ETA et ses commandos.

« J'ai toujours été militante, mais en général. La cause basque, c'est venu peu à peu, naturellement. J'étais jeune. Déjà, je suis interpellée au moment du procès de Burgos, bien sûr. J'avais des idées, mais bon... je n'étais pas très très au fait à ce moment-là, c'est là que ça a commencé à m'intéresser vraiment... à partir de là... j'étais à Paris. [...] On s'est regroupé avec d'autres nationalités, d'autres peuples en lutte, donc... les Occitans... il y avait des Bretons, etc. Et... il y a eu les exécutions de 75, du 27 septembre 75, qui était pour moi un point déterminant. Là, j'ai des idées. Déjà, j'en étais malade, et j'ai décidé que j'empoignais une arme. Voilà ! C'était pour moi le jour clef... je l'ai dit. »

En revanche, pour d'autres militantes, il n'y a pas une date ou un événement clef qui serait susceptible, en soi, d'expliquer l'engagement, mais plusieurs qui prennent sens les uns par rapport aux autres, « un peu comme autant de sédiments qui façonnent une carrière atypique par des effets de seuil mais aussi parfois de hasard » (Sommier, 2008, p. 91). On parle alors d'engagement à petits pas, d'« hypothèse de continuité » ou encore d'incrémentalisme. Ces

<sup>1</sup> Les catégories « Initiative personnelle » et « Engagement à petits pas » ne sont pas antinomiques c'est pourquoi le nombre d'occurrences est supérieur à celui des militantes rencontrées.

<sup>2</sup> Une femme des commandos (Fabienne) souligne la progressivité de son engagement puis un événement décisif qui accélère son contact avec ETA.

trajectoires peuvent alors être représentées sous la forme d'une arborescence dans laquelle les possibilités d'émergence de certains phénomènes dépendent de la situation immédiatement antérieure. Elles coïncident avec des séries de choix sous contrainte, effectués en situation et pour partie déterminés socialement et historiquement (Goffman, 1968). Tel est le cas par exemple d'Isabella, d'Estrella, d'Amandine, de Blandine, d'Elikia d'abord impliquée dans « des histoires de Gaztetxe » puis engagée dans les luttes pour l'enseignement en langue basque à l'université et habituée à « toujours donner un coup de main » en « électron libre » dans son village puis à l'université. Elle décrit en un mot sa trajectoire, illustrant parfaitement ce que Becker nomme l'« engagement par défaut » (Becker, 2006, p. 188)<sup>1</sup> :

« Au bout d'un moment, parce que t'as pris des engagements plus ou moins politiques, voilà ta situation devient plus compliquée, au bout d'un moment on s'est aperçu qu'on avait les flics au cul et voilà du coup... On est venu en Iparralde pour éviter se faire arrêter et surtout de se faire torturer. Là ça commence... Vraiment, le vrai engagement politique, si tu veux. Là, ça commence une vie d'illégalité. De la vraie vie de militante, enfin illégale. » (Elikia)

Or l'engagement politique des femmes au Pays basque a d'abord été ignoré voire récusé (Morgan, 1989) puis minoré (Reinares, 2001, p. 20-21). F. Reinares reconnaît que les femmes militantes qu'il a rencontrées ont un engagement idéologique envers leur cause avant d'entrer dans ETA, mais il le voit comme secondaire eu égard à leur motivation personnelle ou émotionnelle. Ce type de conclusion trahit des représentations stéréotypées de l'engagement politique féminin, légal comme illégal, que l'étude empirique du parcours des militantes permet de battre en brèche<sup>2</sup>. Des études explorant les parcours de femmes impliquées dans la lutte armée du Sentier Lumineux ou de l'Irish Republican Army (IRA) montrent qu'elles initient leur carrière selon trois voies distinctes : par vocation, en raison de circonstances ou sous contrainte (Felices-Luna, 2008, p. 167)<sup>3</sup>. Or lorsque la trajectoire se place sous le signe de la « vocation », la décision de participer à la lutte armée est prise suite à une longue réflexion qui tient compte des risques personnels que leur participation représente (Felices-Luna, 2008, p. 171), comme l'extrait d'Isée cité infra en note le rappelle. Pourtant il est commun dans les analyses produites des trajectoires de femmes engagées dans la lutte armée – en particulier dans les lectures proposées par les médias – que leur engagement soit relativisé en émettant des doutes quant à la sincérité et aux motivations réelles qui ont guidé leur engagement : aveuglées par l'amour, elles auraient suivi un homme (Bugnon, 2009, p. 4).

De même, on a prétendu que l'intégration des femmes dans un groupe armé isolé est « dévalorisé [et] maintient malgré tout une reproduction de la division sexuelle du travail violent au sommet de l'organigramme ainsi que l'*ethos* du guerrier masculin. Les imaginaires culturels et les stéréotypes de sexe restent donc toujours des opérateurs de fermetures (Guillaume, 2007, p. 2) de l'accès des femmes dans la violence politique basque » (Lacroix,

---

<sup>1</sup> « Tout engagement réalisé sans que l'acteur en ait conscience – ce que l'on pourrait nommer “engagement par défaut” – survient au travers d'une série d'actes dont aucun n'est capital, mais qui, pris tous ensemble, constituent pour l'acteur une série de paris subsidiaires d'une telle ampleur que ce dernier se trouve dans une situation où il ne veut pas les perdre » (Becker, 2006, p. 188).

<sup>2</sup> Ces représentations stéréotypées peuvent même façonner l'esprit de militants masculins comme le soulignent Fabienne ainsi que cette militante, interrogée dans le cadre d'une autre enquête : « Just imagine... if I told my life story to any old person in the PNV [Parti Nationaliste Basque], [they] would say, 'They used that girl.' In fact I was never used. I was already with them, and I did the things they sent me to do. But it also coincided with the things I wanted to do. (#13, b. 1941) » (Hamilton, 2007, p. 105).

<sup>3</sup> Ces modalités se décrivent encore comme un engagement politique, un engagement contraint ou une appropriation identitaire dans le cas de la guérilla salvadorienne (Viterna, 2006).

2011, § 36). Les entretiens menés permettent de corriger cette lecture qu'il s'agisse de la place des femmes dans les commandos ou à des fonctions de responsabilités (voir notamment Laure et Fabienne supra). Les militantes reconnaissent avoir eu à se battre pour faire leur place et y étaient certainement d'autant plus sensibles que partie d'entre elles étaient issues de mouvements féministes mais la nécessité « d'avoir à prouver plus » au sein de groupes historiquement exclusivement masculins n'est pas propre aux organisations clandestines basques. Elle se retrouve dans tous les corps masculinisés et constitués autour de la détention des armes ou de la force physique, tels l'armée, les pompiers ou la police (Pruvost, 2007 ; Darley et Gauthier, 2018). Ce « prouver plus » signifie démontrer ses capacités sur les fonctions assumées habituellement par les hommes mais aussi lutter contre les attitudes et les représentations sexistes portées par les hommes des organisations clandestines, y compris lorsqu'elles se veulent progressistes<sup>1</sup>. Madeleine le confie avec recul et lucidité :

« Il faut montrer plus parce que la société est patriarcale. Dans le temps en plus, on a fait changer les choses aussi parce qu'on créait des situations de conflit par nos pensées... On se laissait pas faire, on créait des situations avec les camarades... parce qu'on disait ce qu'on pensait. Donc il a fallu beaucoup montrer plus comme partout. »<sup>2</sup>

### 1.3 DES IDEAUX-TYPES BATTUS EN BRECHE

En dépit de ces combats, la représentation des femmes d'ETA a navigué entre trois idéaux-types : la femme masculine, la petite amie ou la « compagne de », la femme fatale (voir Calleja, 2001, p. 269 ; Antolín, 2002, p. 20)<sup>3</sup>. Bien que ces trois représentations archétypiques aient évolué avec le temps – le modèle de la « compagne de » étant plus présent dans les années 1960-70, celui de la femme fatale pendant les années 1980 (voir Hamilton, 2007), dans les trois cas la participation des femmes à la violence politique était pensée comme liée à leur sexualité (Hamilton, 2007, p. 925). En particulier les femmes impliquées dans les commandos sont représentées comme les « féroces » par opposition aux civiles. L'accent placé sur quelques cas spectaculaires de femmes ayant participé à des commandos contribue à réduire la focale et perpétue l'invisibilisation des femmes impliquées dans la violence et l'illégalité politiques, tout en préservant la distinction entre les sexes. Ces stéréotypes n'épargnent pas la littérature scientifique, notamment lorsqu'elle prétend expliquer la violence politique par une propension masculine à l'agressivité ou comme l'effet d'une sous-culture violente et l'implication des femmes dans le terrorisme par des liens affectifs ou sentimentaux (voir Reinares, 2004, p. 467). Du côté d'ETA, la mise en scène d'un cas exceptionnel concernant l'usage de la violence politique s'est concentrée sur Idoia López Riaño, surnommée la Tigresse, en raison dit-on de son physique – c'est-à-dire des fantasmes projetés sur sa personne – et des actions imputées au commando Madrid dont elle faisait partie. Idoia López constitue un exemple paradigmatique où une figure est conférée à la violence féminine, significativement dotée d'un prénom, d'un nom propre qui la particularise.

---

<sup>1</sup> Les témoignages visant en particulier ETA. Voir aussi *Punto y Hora de Euskal Herria*, 257, 12-19 mars 1982, p. 15 ; Arantza Arruti, in *Punto y Hora de Euskal Herria*, 518, 1<sup>er</sup> juin 1988, p. 51 ; Idoia López Riaño et Belén González Peñalva, in Reinares, 2004, p. 472 ; D-2 et G-1, in Alcedo Moneo, 1996, p. 360-361.

<sup>2</sup> Voir aussi Amalia.

<sup>3</sup> Une étude de l'évolution de la représentation médiatique, espagnole et basque des années 1960 aux années 1980, des militantes d'ETA est proposée par C. Hamilton (2007). La figure de la femme fatale renvoie en outre à une représentation stéréotypée dont les formes sont multiples dans la culture occidentale (voir Dijkstra, 1992).

On lui associe un répertoire d'action typiquement féminin puisque l'intentionnalité politique de sa participation à ETA est, à certaines occasions, réduite à son rôle d'appas sexuel, permettant de prendre au piège des gardes civils (*Lorient*, 26/05/1988). Le parcours d'Idoia souligne avec évidence la façon dont les médias construisent un discours autour de la violence politique des femmes et des hommes. Ils situent leurs actions dans un registre personnel plutôt qu'ils ne l'interprètent à partir d'un référentiel politique (voir Doyle, 2015).

A *contrario*, d'autres femmes engagées dans ce type de lutte voient leur rôle minoré, – contrairement à Idoia López qui ne pouvait être assignée au statut de « compagne de » – y compris par les institutions judiciaires, dès lors qu'elles sont considérées comme des compagnes, ayant été attirées à la cause par des raisons affectives. Dans le conflit basque, Lucienne Fourcade, compagne de Filipe Bidart, qui eut un rôle très actif dans IK, n'a subi qu'une peine de prison réduite (*i.e.* moins d'un an). Le juge a considéré qu'elle avait été sous l'influence de son compagnon. Cette forme de clémence constitue un des versants de la répression pénale du terrorisme au féminin et de la façon dont sont considérées certaines femmes engagées dans des groupes dits terroristes. De même, on se souviendra de Frédérique Germain, considérée avant tout comme compagne de Claude Halfen pour Action Directe (voir *Le Monde*, 14/01/1988<sup>1</sup> ; Bugnon, 2015). Pourtant l'incidence des liens affectifs, dans l'incorporation au sein de l'organisation clandestine notamment via la *cuadrilla*, en particulier dans les années 1960-70, a également été très forte pour les militants masculins (voir Alcedo Moneo, 1996, p. 108)

De même, le modèle du « couple terroriste », convoquée par Morgan et Reinares pour appréhender l'engagement illégal des militantes basques, est inadéquat pour en rendre raison. Loin d'avoir une validité heuristique, ce modèle reproduit et véhicule des représentations populaires stéréotypées. D'une part, ces représentations en disent plus sur les représentations de genre associées aux femmes ainsi engagées que sur la vie de ces activistes. D'autre part, dans le cas du militantisme comme dans d'autres configurations, les femmes récusent avoir été contraintes ou poussées par leurs partenaires masculins à rejoindre l'organisation, telles Fabienne (voir Miren Alcedo, 1997 ; Eileen McDonald, 1991, p. 35-36, Zwerman, 1992, p. 133-159). Bien au contraire, les femmes engagées dans ETA portent l'accent sur leur engagement politique et personnel dans le militantisme abertzale et dans la stratégie de la lutte armée (Hamilton, 2007, p. 111; voir infra tableau 5.1 et extraits cités de Fabienne, Lauréline, Louisa, Madeleine). À l'encontre des stéréotypes voulant que les femmes aient été poussées, séduites ou entraînées dans l'organisation par un homme, les trajectoires de 16 des 20 femmes interrogées attestent d'une intégration graduelle dans le groupe clandestin.

Le rôle de « compagne de » – qui n'aurait jamais été assigné à un homme – tend à invisibiliser les tâches assumées par ces compagnes. Concernant ETA, il convient de s'arrêter sur deux cas susceptibles de pouvoir être documentés : María Aránzazu Sasiain Echave, dite *Arantza* (née en 1952) et María Soledad Iparragirre Guenechea, alias *Anboto* (née en 1961)<sup>2</sup>. L'une et l'autre ont été respectivement « compagne de » Domingo Iturbe Abasólo, dit *Txomin Iturbe*, et de José Javier Arizkuren Ruiz, dit *Kantauri*, ces deux hommes ayant eu des responsabilités dans l'organisation illégale. Les assigner à ce rôle de compagne tend d'une part à invisibiliser la temporalité de leur parcours, leurs motivations et d'autre part, à sous-estimer les fonctions et opérations qu'elles ont menées à bien. Au-delà des rôles de femmes fatales et de mères, susceptibles de recouvrir les fonctions illégales de membres des commandos ou de femmes ayant hébergé les clandestins en cavale<sup>3</sup>, d'autres militantes ont eu

<sup>1</sup> Le journal titre : « Sur les mécanismes par lesquels une jeune fille, apparemment bien sous tous rapports, bascule insensiblement dans la délinquance et le terrorisme, on n'en saura pas davantage ».

<sup>2</sup> S'ajoute également le cas de Carmen Guisasola.

<sup>3</sup> Voir le documentaire *Jauzia* (« Le saut ») réalisé par Ibai Agirrebarrena où Grazi Etchebehere, Dominika Mendiboure et la famille Erbina Zubillaga témoignent.

un rôle clef dans la logistique de l'organisation<sup>1</sup>. De concert avec son compagnon, *Arantxa*, installée en Iparralde, recevait les nouvelles recrues, les introduisait à la formation au sein du groupe – notamment en leur permettant de rejoindre leur formation militaire –, faisait leur « fiche de militants » et s'occupait de la location des logements susceptibles d'accueillir des clandestins. *Arantza* participait donc activement à la collecte des informations, de l'argent permettant de faire tenir le groupe ainsi que des armes (voir *Diario 16*, 13/02/1980). S'agissant des informations en particulier, *Arantza* assumait une fonction de « boîte aux lettres », en ce que toutes les informations susceptibles d'intéresser ETA-m concernant les forces de l'ordre ou d'autres individus du fait de leur activité, de leur idéologie ou de leur amitié, étaient déposées à la librairie Nafarroa (Navarre) de Biarritz, avec la mention « Pour *Arantza* ». Participait-elle à la conception (au design) des actions avec Txomin ? Cette source ne l'indique pas<sup>2</sup>.

La participation d'*Anboto* à ETA a également d'abord concerné l'ensemble des opérations de collecte, gestion et redistribution des fonds pour le fonctionnement de l'organisation. Elle fût par ailleurs responsable des commandos légaux d'ETA entre 1992 et 1998, mais aussi membre du commando Araba puis du commando Madrid. Cette fonction de responsable implique de rencontrer les nouvelles recrues, de participer à leur formation, de désigner les objectifs, de leur fournir argent et armes, ressources financières et militaires. Tout comme pour *Arantza*, ces aspects structurels et logistiques sont indispensables au fonctionnement du groupe clandestin. *Anboto* a en outre contribué au stockage, à la reconstitution de stocks et à l'élaboration d'explosifs. Il semble qu'elle ait aussi rédigé les courriers de menace permettant de collecter l'impôt révolutionnaire auprès des individus peu enclins à le verser. Elle était membre à part entière de l'appareil politique du groupe. Au terme de son parcours, elle devient responsable du « NAGI » (actions armées) et contrôle les commandements « opérationnels » jusqu'à son arrestation le 3 octobre 2004. Le couple *Anboto/Antza* présente la particularité d'une inversion de la responsabilité et de l'usage de la violence politique. Alors qu'*Anboto* est présumée responsable de 14 exécutions entre 1985 et 1992, la culpabilité directe d'*Antza* dans des actions meurtrières n'a nullement été établie (voir *El País*, 4/10/2004). Si, dans ce cas, la presse amplifie l'implication de cette militante, les enquêtées rencontrées, en revanche, tendent à euphémiser leur participation aux organisations clandestines (voir Amalia, Madeleine, Isabella, Mona).

Dans l'échantillon étudié par C. Hamilton, la principale différence entre membres féminins et masculins d'ETA était qu'une majorité de celles-ci (9 sur 14) avaient un partenaire au sein de l'organisation. Bien que cette « statistique » semble confirmer l'hypothèse du « couple terroriste », une analyse plus fine montre que cette thèse ne rend pas compte des circonstances sociales et culturelles spécifiques grâce auxquelles ces femmes ont rejoint l'organisation. D'une part, la presse ne dit pas quand leur relation avec leur partenaire a débuté. Il est courant que les couples se forment une fois que les deux appartiennent au groupe clandestin (voir Fabienne, Isée, Madeleine). En outre, les rapports sur les activistes féminines font systématiquement intervenir leurs relations amoureuses ce qui est bien plus rare pour les hommes, et rend ainsi les comparaisons difficiles (Hamilton, 2007, p. 171).

Comme le soulignent d'autres études, il est plus commun que les militants, hommes et femmes, soient recrutés via des amis, des parents ou des membres de leur *cuadrilla*

---

<sup>1</sup> Ce qui peut ainsi être documenté pour ETA le serait certainement aussi pour IK.

<sup>2</sup> Plusieurs des figures féminines qui ont fait la une de la presse ont été rencontrées par l'auteure. Pour des raisons de respect de l'anonymat, nous ne pouvons dévoiler nos sources mais ces extraits de presse sont là pour illustrer les parcours, les actions et les formes d'engagement de plusieurs des militantes incluses dans l'enquête et dont la diversité éclaire la variété de ces types d'engagement selon les générations. Sur ces questions méthodologiques, voir le dossier « Enquêter en milieu "difficile" », *Revue Française de Science Politique*, vol. 57, n° 1, février 2007.



(Letamendia, 1994, vol. 2, p. 249 ; Domínguez Iribarren, 1998, p. 22-23, p. 76 ; Reinares, 2001). Concernant les 14 femmes étudiées par C. Hamilton, seule une n'a aucun partenaire ou parent antérieurement ou présentement impliqué dans ETA, alors que plusieurs de ces femmes en ont plus d'un qu'il s'agisse d'un cousin, d'un frère, d'un oncle, de parents ou d'un partenaire. En réalité, le réseau s'étend pour les femmes – comme pour les hommes – bien au-delà du partenaire du couple hétérosexuel à l'ensemble des relations sociales qu'elles sont susceptibles d'avoir. Lorsque l'on regarde le profil et les trajectoires des femmes les plus connues d'ETA, on observe l'importance des liens familiaux dans leur formation politique et leur recrutement, qu'ils impliquent des hommes ou des femmes (Hamilton, 2007, p. 171)<sup>1</sup>. Ainsi dans notre enquête, 11 des femmes rencontrées sont issues de familles caractérisées par un engagement politique ou une implication militante dans la cause abertzale<sup>2</sup>.

Au fil du temps, le nombre de femmes a continuellement cru au sein d'ETA. Bien que l'organisation demeure majoritairement masculine, la participation des femmes a qualitativement changé. Le pourcentage de femmes incarcérées accusées d'appartenir à ETA ou d'être liées à des crimes commis par l'organisation est passé de 8 % en 1983 à 12 % en 2002. Au cours des années 1990, ce pourcentage varie entre 10 et 13 % (voir Hamilton, 2007, appendice 2, p. 188<sup>3</sup>). Depuis les années 1980, les femmes membres d'ETA sont plus visibles pour leur implication dans des attaques meurtrières, qu'il s'agisse des attentats à la voiture piégée du commando Madrid ou de celui d'Hipercor. De même, au cours des 25 dernières années, les rapports de police ont identifié plusieurs femmes parmi les leaders d'ETA, telles Rosario Delgado Iriondo (*El País*, 17/05/1992), Carmen Gisasola<sup>4</sup>, Ainhoa Mugica-Goni. D'autres ont été accusées d'être membres d'unités actives : Carmen Gisasola appartenait aux commandos Gorrochategui et Vizcaya<sup>5</sup>. María Jesús Elorza Zubizarreta, spécialiste de chimie, était responsable de logistique tout comme Lorentxa Gimon. Ana Belén Egüés Gurruchaga, dite *Dolores*, était responsable du commando Madrid œuvrant au début des années 2000<sup>6</sup> (*El País*, 14/10/2005 ; *Guardian*, 27/08/2002). D'autres étaient membres de ces groupes opérationnels, telles Nerea Bengoa Ciarsol<sup>7</sup>. Irantzu Gallastegi Sodupe, dite *Amaia*, membre du commando Donosti, a été accusée de participation à l'enlèvement et à l'exécution de Miguel Ángel Blanco en juillet 1997 (*Le Monde*, 21/06/2006) ainsi que du dirigeant socialiste basque Fernando Múgica, tué le 6 février 1996 (*El País*, 10/03/1999). Maria Jesus Elorza Zubizarreta, dite *Karakate*, était membre de la même unité (*Le Point*, 8/06/2014). De même, Begoña Sánchez del Arco participa, avec le commando Vizcaya, à l'enlèvement Juan Pedro

---

<sup>1</sup> Voir les biographies de membres d'ETA décédés in Txalaparta, 1993.

<sup>2</sup> Parmi les 20, il n'a pas été possible, dans un cas, de statuer sur l'implication politique des ascendants de la militante.

<sup>3</sup> Notons toutefois que les données sur lesquelles s'appuie l'auteure n'ont pas été systématiquement collectées. Elles l'ont, de plus, été auprès d'organisations de la société civile telles *Gestora pro-amnistía* plutôt qu'à partir de dossiers judiciaires ou policiers ce qui suppose de prendre ces statistiques avec précaution.

<sup>4</sup> Également responsable d'un commando démantelé le 17 novembre 1990.

<sup>5</sup> Elle est accusée d'avoir participé à l'exécution du marin Ignacio Montes Abad, le 24 juin 1985, à Lekeitio (Biscaye) et à l'assassinat de Eduardo Vadillo Vadillo, civil tué le 16 juin 1983 lors de l'explosion d'une bombe visant le lieutenant-colonel de la garde civile José Lull Catalá à Marquina (Biscaye). Carmen Gisasola a pris ses distances avec ETA – rejoignant la « voie de Nanclares » – et s'est engagée en faveur du « vivre ensemble » au Pays basque.

<sup>6</sup> Ana Belén Egüés est arrêtée suite à l'attentat réalisé le 21 janvier 2000 contre le lieutenant-colonel Pedro Antonio García Blanco. Il s'agit de la première action d'ETA suite à la fin de la trêve annoncée pour le 2 décembre 1999.

<sup>7</sup> Nerea Bengoa Ciarsolo est arrêtée le 26 décembre 1996 pour les actions réalisées dans les commandos Araba puis Barcelona (*El Mundo*, 24/08/2001).

Guzmán, en 1985. Sa sœur, Nieves Sánchez del Arco, a été accusée d'être la responsable de l'appareil de formation des groupes ayant participé à la « campagne d'été » 1995 menée sur la côte méditerranéenne espagnole (Antolín, 2002). Ainhoa Mugica-Goni a été accusée d'avoir participé aux exécutions de l'ex-président du Tribunal constitutionnel, Francisco Tomas y Valiente, en février 1996, et du procureur d'Andalousie, Luis Portero, en octobre 2000. Au cours du cessez-le-feu de 1998-1999, Belén Gonzalez a été mentionnée comme possible négociatrice avec le gouvernement espagnol. Au début des années 2000, un incident montre que la répartition genrée des rôles a été totalement rebattue dans les différentes cellules opérationnelles d'ETA. Suite à un refus de contrôle d'identité, le 28 octobre 2004, près de Tarbes (Hautes-Pyrénées), et à une course poursuite, des militants clandestins tirent sur une patrouille de gendarmerie. La voiture suspecte est conduite par Maité Juarros Ruiz de Gordejuela qui est arrêtée immédiatement. Sa complice Alaitz Areitio Azpiri, dite *Arrano*, réussit à s'enfuir mais sera arrêtée le 7 juin 2007<sup>1</sup>. Le procès aux Assises dévoile un exemple d'inversion des rôles dans la responsabilité de la mise en œuvre de la violence. La presse présente le troisième protagoniste, Igor Igartua Etxebarria, comme le « compagnon » des deux femmes (*La Dépêche*, 15/02/2010 ; *Le Figaro*, 18/02/2010). Seules celles-ci sont jugées pour tentative d'homicide, *Arrano* ayant fait feu sur les gendarmes. Cette évolution se produit parallèlement à celle de la société basque qui, en particulier depuis le tournant des années 2000, a connu une transformation notable quant à la participation des femmes dans toutes les sphères de la vie publique, y compris politique (voir Hamilton, 2007, p. 170). Ainsi lors des élections régionales d'avril 2005, les femmes étaient majoritaires au parlement avec 40 sièges sur 75 (*El País*, 22/05/2005). De même, au sein du mouvement abertzale, au cours des années 1990, les femmes sont de plus en plus visibles notamment comme porte-parole (Hamilton, 2007, p. 170).

## **2. Motivations des militantes basques**

### **2.1 RECUSATION DE L'HYPOTHESE SENTIMENTALISTE**

Si les parcours des femmes ont varié au fil des décennies eu égard à ceux des hommes peut-on penser que les premières ont été mues par des motivations spécifiques venant à l'appui de leur engagement ?

Pour les militants d'autres organisations clandestines, telles que le PIRA, auprès desquelles il a aussi été possible de recueillir des données primaires, on a montré que cette différence de motivations entre hommes et femmes était inexistante (voir Bosi, 2012, p. 371, note). Concernant le conflit basque, il existe peu de travaux spécifiquement consacrés aux motivations des hommes. Nous ferons donc principalement référence à l'enquête que nous avons menée et qui, au-delà des 20 femmes rencontrées, nous a permis de nous entretenir avec 44 hommes (voir Guibet Lafaye, 2020). Au cours des entretiens, nous posons plusieurs questions permettant de reconstituer les motivations des personnes engagées dans la lutte. Après leur avoir proposé de retracer leur parcours politique, nous leur demandons : « Quelles questions vous êtes-vous posé au moment d'entrer dans la lutte ? Qu'est-ce qui vous a poussé à y entrer ? », « Quelle signification avait pour vous l'engagement ? », « Quel était votre but en rejoignant l'organisation ? », « Pourquoi avez-vous accepté de vous battre et de prendre les armes ? ».

---

<sup>1</sup> *Arrano* est soupçonnée d'être responsable du recrutement pour ETA dans la province de Biscaye, et serait impliquée dans l'attentat à la voiture piégée commis à Madrid en mai 2005.

L'analyse systématique des réponses fait émerger au moins quatre catégories de facteurs se distribuant dans les registres politique, émotionnel, d'injustice ou réactif (*i.e.* comme une réaction à une situation répressive jugée insupportable). La première catégorie traduit l'expression d'une motivation de type idéologique, stratégique, politique. La deuxième coïncide avec la mention d'un sentiment (injustice, colère, rage). Ainsi lorsque s'exprimait un sentiment d'intolérable, d'inacceptable, etc. selon une modalité émotionnelle plutôt qu'au sein d'une argumentation, la réponse a été placée dans la catégorie « Réaction émotionnelle » (voir Isée infra). Lorsqu'un vécu d'injustice était explicitement évoqué, nous avons fait figurer la réponse dans la catégorie « Sentiment d'injustice »<sup>1</sup>. Les propos de Blandine, expliquant son engagement, en sont illustratifs :

« C'était presque évident, on va dire, parce que j'ai grandi dans un milieu politique engagé donc j'ai connu toutes les conséquences de la répression des gens, depuis toute petite, qui étaient torturés ou assassinés. Je me rappelle, très jeune avoir eu un sentiment d'injustice et l'envie d'y remédier. Donc très tôt, ça a commencé au lycée, à 14 ans, on a commencé les grèves, les manifestations, la militance dans des groupes d'étudiants engagés basques ».

La catégorie « Répression » désigne une constante de la réalité sociale au Pays basque en particulier en Hegoalde. Dans les discours des militantes, elle renvoie soit à la répression franquiste et à l'absence d'épuration des forces militaires et de police dans la période postfranquiste, soit aux interventions des groupes paramilitaires contre les membres de la gauche abertzale, soit aux procès de Burgos, soit au vécu de la répression dans les familles des militantes. Isabella se souvient par exemple du contexte dans lequel elle s'est rapprochée d'ETA à la fin des années 1960 :

« On vient du franquisme. Mon père a fait la guerre, il était au bataillon travailleurs. Il n'avait pas le droit d'avoir une entreprise à son nom, rien. La répression a continué pour tous ceux qui étaient à la guerre, basques ou républicains. Interdiction dans l'école de parler basque, on parlait à la maison, heureusement ça a permis de conserver ça, les écoles, pareil. Après il y a eu beaucoup de batailles pour les écoles basques.

Petit à petit, on rentre pour faire les graffitis, jeter les tracts dans la rue. Même quand on chante en basque dans les fêtes de village, on pouvait se faire arrêter. On avait une amende. Si on ne paie pas, on va en prison. Tout ça, ça nous poussait à... comment dire... à lutter contre... on était jeune, on sentait que c'était pas juste. On n'avait pas le droit de parler basque, d'avoir notre drapeau, de faire des fêtes comme on aimait. Pour les festivals de chanteurs basques : il fallait demander l'autorisation au gouverneur civil, donner la traduction de tout ce qu'on chantait. S'il y a l'autorisation de la fête, il y a la Guardia civile et le maire toujours franquiste qui sont là, pour voir si on se tenait... on se sentait étouffé dans notre vie. On commence à s'engager dans de petites choses, puis un peu plus, ça vient comme ça. »

#### Tableau 5.1 : Motivations présidant à l'engagement clandestin féminin

---

<sup>1</sup> Le « sentiment d'injustice » forme une catégorie distincte dans la mesure où il associe une émotion ou un sentiment à une appréciation normative renvoyant à une conception du juste. Ne sont comptées dans cette catégorie que les occurrences faisant référence à un jugement de justice.

<i>Motivations politiques</i>	<i>Sentiment d'injustice</i>	<i>Réaction émotionnelle</i>	<i>Répression</i>	<i>Multitude de facteurs</i>	<i>Nombre de femmes</i>
<b>14</b>	6	5	<b>12</b>	12	20

L'ensemble des réponses retenues dépasse le nombre de femmes interrogées car plusieurs raisons ont parfois été évoquées. La même analyse peut être proposée s'agissant de l'échantillon masculin. Elle conclut à des chiffres comparables comme en atteste le tableau 5.2. Chaque catégorie se trouve dans des proportions identiques aussi bien dans le discours des hommes que des femmes.

Tableau 5.2 : Motivations présidant à l'engagement clandestin masculin

<i>Motivations politiques</i>	<i>Sentiment d'injustice</i>	<i>Réaction émotionnelle</i>	<i>Réaction à la répression</i>	<i>Multitude de facteurs</i>	<i>Nombre d'hommes</i>
<b>34</b>	12	6	<b>37</b>	10	44

Ces éléments suggèrent que les motivations des femmes impliquées dans l'activisme armé ne sont pas substantiellement différentes de celles des hommes. Les militantes nourrissent un engagement personnel et politique envers la communauté basque et pour une conception alternative de la société basque (anticapitaliste, antiautoritaire, ouverte, non patriarcale et non raciste) via le recours aux armes. Isabella le souligne explicitement :

« Nous, on a commencé à faire ce qu'on pouvait, militer mais c'était avoir l'indépendance du Pays basque comme les Catalans, et la langue, socialement aussi... pas avoir une société capitaliste. Ça, on a toujours l'envie, le désir. On essaie de participer comme on peut. Malgré l'âge, je pense pareil. [...] Malgré tous les moments mauvais, les souffrances qu'on a pu vivre<sup>1</sup> [...] j'ai pas changé. Ma façon de penser, ça a pas changé. C'est pareil, les mêmes idéalismes – on dit c'est des "idéals", mais moi je veux que ça soit réalisé. On sait que peut-être on le connaîtra pas mais j'espère que ça viendra. Au début, avec les écoles [basques] et tout ça, c'était une utopie, pour beaucoup. Mais avec des choses comme ça, on arrive. »

De même Amalia, qui fut partie prenante des toutes premières générations d'ETA et de la reconstruction de l'organisation dans les années 1970, veut lutter pour une société socialiste en étant « un exemple mais pas un exemple au sens de la religion mais sans laisser [s]es principes d'égalité, de solidarité. Et sans abandonner ça, voir quel type de lutte et quelle force on a pour y parvenir ».

À l'encontre de représentations souvent diffusées par la presse, peu de preuves permettent de dire que les femmes ont été poussées dans l'activisme par les hommes, ou que leur activisme serait le reflet de leur vie affective<sup>2</sup>. De même, le registre émotionnel (qu'il

<sup>1</sup> Isabella est en exil en France depuis 47 ans. Son conjoint, membre phare d'ETA, est décédé alors qu'il était en clandestinité depuis plusieurs années déjà.

<sup>2</sup> Certaines, comme Fabienne, se défendent même d'avoir été entraînée par un homme vers ETA : « Non, c'est moi. C'est moi, oui. C'étaient mes idéaux. C'est moi. C'est-à-dire que tu commences à batailler, et quand tu batailles, tu te retrouves avec les mêmes gens qui bataillent aussi. Je veux dire, ça s'est fait naturellement. Il y a eu aucun type, un mec ou quelqu'un qui m'a mise là, au milieu... j'ai toujours eu mes idées à moi et... il y a eu aucun mec qui a interféré au niveau de mes idées. Ou qui m'a amenée... » Sur le rôle de la maternité dans les trajectoires d'engagement illégal des femmes au Pays basque, voir Lacroix, 2011.

s'illustre dans la colère, la rage, la haine), souvent assigné aux femmes n'est pas plus présent dans les motivations qui les ont portées au cours de leur engagement. Une seule, Isée, y insiste : « Je voulais donner un coup de main et un coup de cœur. Voilà ! Et la tête... » Dans le cas d'Isée cette implication émotionnelle se comprend avant tout comme une réaction face à des situations suscitant en elle des sentiments d'injustice<sup>1</sup>. Sans qu'il soit réellement possible de l'affirmer d'un point de vue statistique, l'expression de ces sentiments d'injustice semble légèrement plus affirmée du côté féminin que masculin. Toutefois, pour les deux groupes, l'engagement politique est très largement interprété comme une réaction face à la répression indiscriminée, brutale voire illégale menée par l'État espagnol en particulier et la garde civile<sup>2</sup>.

Dans les discours des militants, l'évocation de cette répression renvoie principalement aux pratiques de l'État espagnol et concerne une répression ayant touché leurs familles (6 occurrences), la répression franquiste et le sentiment de sa persistance après la chute du régime (2 occurrences), qui peut notamment être associée à l'existence de groupes paramilitaires tels le Bataillon Basque Espagnol (BVE), mentionné à deux reprises ou à l'illégalisation des organisations de jeunesse (*Jarrai, Segi, Haika*) de la fin des années 1990 en Hegoalde (évoquée par Elyana).

## 2.2 UN ENGAGEMENT INCONTESTABLEMENT POLITIQUE

La trajectoire de Louisa illustre très bien le parcours et les motivations de militants – féminins mais aussi masculins – engagés durant la transition vers la démocratie ainsi que les raisons politiques qui les ont conduits vers ETA. Louisa est née en 1963 dans une famille abertzale dont le « père venait du PNV » et la mère « était plus critique, plus de gauche ». Elle sait que sa famille a souffert durant la guerre civile et se souvient du procès de Burgos alors qu'elle a seulement douze ans. Elle n'a pas oublié les militants tués dans son village par la garde civile, comme l'a été sa voisine dont les images du corps sans vie reviennent aujourd'hui encore à son esprit. Engagée à la fois dans le mouvement féministe et dans l'alternative KAS<sup>3</sup>, elle en vient « d'une façon naturelle » « à aider des militants qui s'échappaient », ce qui la conduira à l'exil. Soutenant activement l'alternative KAS, elle « savai[t] ce que ça supposait tout ça : tu pouvais finir mort, en prison ou en exil ». Lorsqu'on l'interroge directement sur ce qui l'a poussée à s'engager, elle répond :

« C'est un choix idéologique. Je suis un enfant qui s'est formé... À l'époque, je me souviens des professeurs qu'il y avait à l'université, c'est l'époque [où ils disaient] : "je suis marxiste", ta, ta, ta. C'était la fin du franquisme. Il y avait l'illusion dans quelques endroits, tu voyais qu'il y avait l'illusion mais chez nous, mais jamais on n'a cru à la transition, jamais. On n'a pas vu qu'il y avait la transition. On a vécu la répression jusqu'à aujourd'hui. C'était clair que le problème, c'est pas ETA. C'était clair que le problème, c'est

---

<sup>1</sup> Elle considère que « la politique, vraiment, je n'ai pas cherché à comprendre... pour moi c'était quelque chose à l'écart de ce que voulait dire un engagement personnel, émotionnel, intellectuel... contre l'injustice et contre les abus. »

<sup>2</sup> Songeons aux propos précédemment cités de Blandine et de Fabienne engagées l'une et l'autre dans ETA avec 20 ans d'écart. Nous pourrions aussi évoquer Isabella, Élodie, Louisa, Elikia, Elyana.

<sup>3</sup> Coordination Socialiste Patriote/Abertzale (KAS) a formulé cinq points qui devaient servir de référence aux négociations de la table d'Alsasua à la fin des années 1970. L'alternative KAS propose un projet politique concret passant par une rupture démocratique et des objectifs stratégiques d'un Pays basque réunifié, bascophone, indépendant et socialiste.

le projet politique. Aujourd'hui avec ce changement de stratégie, on le voit plus clair. Les gens, ils devraient le voir plus clair que le problème, c'était pas l'organisation armée : parce qu'elle a disparu et l'offensive répressive continue. Comment faire face à tout ça ? Pour moi, c'est de s'organiser et de commencer à créer des institutions, des organismes – je ne sais pas quel nom leur donner – parallèles, parallèles à tout ça. Et faire une rupture totale avec – je suis très antisystème ! – et pour faire face au système, tu dois faire la rupture. S'il y a de rupture... tu as des problèmes. Si tu ne fais pas un changement total, ça va continuer. Il faut changer. »

Au-delà de cette interprétation de l'action politique efficace, le sens de son engagement, pour Louisa, était d'

« apporter quelque chose dans la reconnaissance de notre peuple. Le but c'est d'avoir un pays libre qui peut se développer dans le sens qu'il veut en reconnaissant notre langue, que ce soit notre langue courante dans la rue, pouvoir nous construire depuis des siècles qu'on lutte pour avoir la reconnaissance de notre peuple, d'arriver à construire un peuple socialiste, paritaire, avec tous ces ingrédients. Mais c'est pas une phrase, tu vois, mais des projets concrets dans chaque village, de nous structurer dans chaque village et construire des structures parallèles qui vont faire tomber ce qui existe. Mais le temps que tu fasses des réunions, des projets, etc. Non, non : il faut commencer et continuer, commencer et continuer en tenant en compte de ce qu'il faut reconstruire, ce que tu vas construire. Je vois beaucoup de projets dans ma tête !! C'est vrai qu'on vit dans une société où l'individualisme, c'est bestial. [...] Qu'est-ce qu'on va faire ? Parce que les gens, ils ne pensent pas, ils vivent, en général, chacun il travaille ; j'ai les vacances, mais ils ne pensent qu'à eux et à sa vie mais ils ne pensent pas à la vie en société mais quel avenir on va laisser ? Qu'est-ce qu'on va laisser ? [Laisser] disparaître notre nation, disparaître notre pays ? Qu'est-ce qu'on veut ? Avec une ou deux manifs à l'année, on ne construit rien ! On dit que : "oui, on est là" mais on ne fait rien. »

Ces extraits – que d'autres de même nature pourraient venir compléter – soulignent les similitudes entre les motivations des femmes et des hommes impliqués dans l'activisme armé. S'il est un point toutefois sur lequel on peut introduire une distinction dans les motivations politiques des hommes et des femmes, c'est sur celui du féminisme. Cinq des militantes rencontrées sur 20 avaient fait leur classe dans les mouvements féministes avant de rejoindre ETA<sup>1</sup>. Certaines s'en sont détournées, d'autres ont tenté de renforcer la lutte pour l'émancipation des femmes au sein du groupe armé. Dans l'esprit des militantes des premières générations, comme Amalia et Madeleine, mais aussi parmi les plus jeunes, telles Elyana et Mona, la lutte pour l'émancipation du Pays basque est pensée et associée à une lutte d'émancipation des femmes. En ce sens, le désir d'émancipation chez les militantes des années 1970 converge avec celui du rejet de ce qui est perçu comme une colonisation du Pays basque. La lutte armée est interprétée comme participant d'une lutte émancipatrice voire d'une émancipation de genre. C'est en ces termes que se formule le combat de Madeleine :

---

<sup>1</sup> Il s'agit de Louisa, Lauréline, Elikia, Elyana et Elodie. Amalia, pour sa part, a été fer de lance de la préoccupation féministe au sein de KAS et d'ETA.

« Nous, on était pour la question sociale, nationale et en tant que femme aussi... On était sous les trois oppressions, si vous voulez. Tout ce qui nous paraissait injuste : on était là ! Il faut pas se laisser faire ! ».

Son rêve se résume à « la constitution d'un peuple, d'une *Euskal Herria* libre, indépendante et pas machiste ». Tel est en effet bien le cas chez celles qui s'expriment sur le sujet, comme Amalia, également militante de la première heure. La reconnaissance d'une triple domination subie par les femmes basques émane des revendications portées par *KAS-Emakumeak* (Femmes-KAS) dénonçant la domination nationale des États français et espagnol, de classe – imposée par la bourgeoisie – et de genre (voir dans la presse *abertzale Egin*, 8/03/1980 ; voir *Punto y Hora de Euskal Herria*, 257, 12-19 mars 1982, p. 14). Dans cette perspective (celle de *KAS-Emakumeak*), la libération nationale joue un rôle central dans la mesure où cette organisation soutient ETA-m.

Ainsi le projet d'organisations comme ETA et IK se construit autour de la notion d'émancipation de toutes les formes de domination, qu'elles soient nationales, sociales, associées au capital ou patriarcale (voir *Ildo*, n° 2, été 1978, p. 14, p. 36). La question de l'émancipation formulée en termes féministes intervient dès les années 1960 dans le n° 9 de *Zutik* (mai 1965, p. 7). À la dénonciation du capitalisme inhérent à la société espagnole s'ajoute celle du patriarcat et du machisme. La visée d'un projet socialiste est alors explicitement associée à celle d'une émancipation de l'état de « servitude » dans lequel les femmes basques et espagnoles se trouvent alors. Ces ambitions sont conjointes dans la mesure où elles impliquent toutes deux un changement structurel radical (voir également *Zutik*, n° 31 ; ultérieurement le projet politique de *Segi* ; *Eguizan*, coordination du mouvement féministe dans les années 1990). Ces prises de position théoriques – qui n'excluent pas toujours un certain machisme au sein de l'organisation – ont placé ETA à l'avant-garde de la promotion du féminisme au Pays basque (voir Casanova Alonso, 2007, p. 39). Au cours de la IVe Assemblée sont adoptées des dispositions visant à promouvoir la présence et la participation des femmes au sein du collectif, à faciliter leurs prises de responsabilités ainsi que leur accès à la formation. Un intérêt soutenu pour cette question continue de s'affirmer dans les numéros ultérieurs de *Zutik*. En outre *KAS-Emakumeak*, incarnant la branche féministe, figure au sein du Mouvement de Libération National Basque (MLNV)<sup>1</sup>. On peut considérer que dans ETA, comme dans la perspective marxiste classique, la posture est qu'en « participant », les femmes sont déjà en train de gagner leur libération, à la fois future et présente, en assumant des responsabilités nouvelles, jadis réservées aux hommes. Il demeure que dans la logique des organisations clandestines l'émancipation passe par la mise en œuvre de moyens d'action violents face à l'inertie des situations sociopolitiques qu'elles dénoncent. Comment les femmes qui ont participé à ces groupes abordent-elles la violence politique ? Quel rapport ont-elles à cette dernière ? Quelle place lui font-elles dans leur lutte ? Comment justifient-elles le recours à ce répertoire de l'action collective ?

### **3. Regards de militantes clandestines sur la violence politique**

Si Fabienne ne manque pas de souligner qu'à l'époque où elle est entrée dans les commandos, prédominaient « l'idée et la conviction que le rôle de la femme [était] guévariste », c'est-à-dire que « la femme était bien avec son petit panier, dedans, en dessous des poireaux et des pommes de terre, on mettait les grenades pour les remettre aux supes

---

<sup>1</sup> Toutefois s'agissant de la question féministe, à la différence de la mobilisation anti-nucléaire, ETA n'a jamais entrepris d'action de soutien effectif.

hommes entraînés », cette représentation du rôle des femmes a évolué au fil des décennies. C. Hamilton (2007) souligne un silence très parlant, de la part des militantes impliquées dans les organisations armées, concernant la participation et le soutien à la violence politique (voir aussi MacDonald, 1991 ; Passerini 1992). L'auteure a d'abord attribué ce silence à un choix calculé de la part des enquêtées, faisant ainsi écho à des représentations largement diffusées du conflit basque quant au silence sur la violence perpétrée par sa propre communauté. Elle suggère également, dans le discours des femmes, une propension à reconnaître cette dernière en rapport inverse avec l'accent porté sur la violence commise contre sa communauté.

Notre retour de terrain est d'une autre nature avec toutes les précautions qu'imposent des échantillons aussi restreints. S'agissant des femmes dont la participation à des commandos a été sanctionnée par la justice (Laure, Fabienne, Isée, Mona), chacune a librement parlé de son engagement voire des actions meurtrières dont elle a été l'auteure<sup>1</sup>. De façon générale, les militantes (et les militants) dont les agissements pourraient, aujourd'hui encore, leur valoir des poursuites judiciaires, restent discrets sur ces aspects de leur parcours. Ainsi certaines femmes, telles Louisa, Laureline, Madeleine ou Estrella, ont soutenu de très près des commandos mais elles se gardent d'entrer dans le détail de leur appui.

Si l'on a pu souligner des nuances dans les rôles qu'ont assumés les hommes et les femmes dans le conflit armé basque, doit-on penser qu'existent des variations dans le rapport des femmes et des hommes à la violence politique et à la représentation qu'elles en ont ? Certaines militantes tendent à récuser une telle différence<sup>2</sup>. Les rares analyses proposées sur le sujet ont montré que les enquêtées basques présentent la violence comme inhérente à la lutte et à la vie elle-même (Hamilton, 2007, p. 913). Le recueil de données primaires que nous avons mené permet d'aboutir à des conclusions différentes et plus approfondies quant au rôle que les militantes confèrent à la lutte armée ainsi qu'aux représentations qu'elles portent de la violence politique. Le tableau 6.1 expose la diversité des réponses proposées à la question « Qu'est-ce que la violence pour vous ? ». Il s'appuie sur des catégories permettant de subsumer et de rassembler les réponses exprimées par les enquêtées.

---

<sup>1</sup> Laure déclare simplement : « J'estimais que j'en faisais pas assez, j'étais motivée pour y aller [dans les commandos] », sachant qu'elle s'imposait de ne pas attenter à la vie humaine. Fabienne, comme on l'a vu, suite au procès de Burgos a « décidé d'empoigner une arme ». Isée après avoir été contactée par des militants et mené une investigation sur la situation politique du Pays basque, prend la décision de rejoindre ETA en se disant : « “ma pauvre, au bout de ce chemin-là, tu vas avoir la prison, la détention bien sûr, la torture, l'exil... si tu t'échappes, ou la mort”. Est-ce que tu es capable de même prendre une décision en sachant tout ça ? ». Même avec tout ça, je vais la prendre, parce que ce n'est pas possible. Si tu t'arrêtes sur ça, jamais il y aurait eu des gens contre le nazisme, et alors, quelle horreur ! Même contre le fascisme en Espagne, tu te poses... la question, mais à un moment donné tu l'écartes... Et espérons, je croise les doigts pour que cela n'arrive pas ! Mais sinon, je serais restée à la maison et je n'aurais jamais rien fait... la peur, ça te... tenaille, [mais] ça aurait été pire, je n'aurais pas eu une vie non plus. Voilà ! Voilà, la seule réflexion que j'ai eue c'était ça. »

<sup>2</sup> Voir deux des femmes interrogées par C. Hamilton (2007, p. 121) : « ETA violence is absolutely political. It has nothing to do with a person's violent character. That's something you have to be clear about. ETA violence is absolutely political. It's not about testicles. It's not about ovaries. It's not aggression. It's a front of struggle. You take up arms not because you're violent, and because you like violence. No. It's a way of fighting because unfortunately there are moments when the enemy doesn't understand any other... Violence has nothing to do, absolutely nothing to do, with the feminine sex, or with the masculine... Because there's machismo so the important things are done by men. And the women... It's an ideological issue. It's not maternity. » (#15, b. 1946) ; « I am very opposed to women in mourning. Or to women for peace. Because it seems to me that's taking women back to the role we've always been given. Because we create life we're more sensitive. Because we can be mothers. And I think that's absurd. If not there wouldn't be women who kill. And we all know that isn't true. And I can tell you what I've told you before. I have male comrades who I've talked to, and who're in prison. For whom there's no fun, nor joy, in going to kill someone. But they kill because they believe in the struggle, for liberation. » (#18, b. 1961)



Tableau 6.1 : Interprétations par les militantes de la notion de violence

<i>Types de violence</i>	<i>Occurrences</i>	<i>Total</i>
Violence physique	1	2
Contrainte	1	
V. sociale (rapports sociaux)	1	4
V. structurelle	3	
V. du pouvoir/ domination	2	2
V. d'État	2	3
V. policière	1	
Réaction	2	7
Outil de défense	5	
V. symbolique	0	0
Plurielle	2	2

On observe que les militantes privilégient une interprétation de la violence comme moyen de défense ou comme réaction à une violence originelle. Les propos de Xavière sont paradigmatiques de cette lecture, propre aux mouvements de libération nationale et très prégnante dans les groupes étudiés :

« La violence, ça peut être une défense... la seule arme dont on dispose pour se défendre... la seule arme qu'on puisse utiliser pour ne pas disparaître. Et c'est pas dans le but d'anéantir l'autre. C'est dans le but de ne pas être anéanti. C'est-à-dire que quand on a en face un pouvoir qui est dix fois plus fort, qu'est-ce qu'on fait ? Et [un pouvoir] qui utilise la violence. Qu'est-ce qu'on fait ? Parce qu'il y a la violence des lois, il y a la violence des systèmes. Parce que oui, on agit en toute légalité mais on peut changer les lois aussi. Sauf que voilà quand le pouvoir met tout en place pour criminaliser une lutte, et ne laisser aucune autre issue, ça peut être la défense du faible, voilà... Je crois que c'est la seule issue. »

La comparaison des interprétations féminines et masculines de la violence (tableau 6.2) révèle un même paradigme des lectures de la violence, propre aux mouvements de libération nationale et de guérillas d'extrême gauche, inspirées de l'héritage fanonien (voir Fanon, 1961 ; Guibet Lafaye, 2019). Si le répertoire de la violence physique est quasiment absent des discours féminins, en revanche les lectures masculines et féminines de la violence convergent encore dans son interprétation structurelle. Cette lecture est également caractéristique des groupes révolutionnaires et de libération nationale (Guibet Lafaye, 2019). Elle s'inspire des thèses développées par J. Galtung (1969) s'agissant de la violence structurelle, latente, intégrée au système social. Laure trouve par exemple

« hyper violent la différence qui est en train de se mettre en place socialement. Je trouve ça d'une violence ces gens-là, ces hyper riches, qui sont en train de s'enrichir toujours. Je trouve ça hyper violent ces gens-là qui nous font croire qu'ils sont en train de prendre en main notre avenir pour faire la loi, pour faire avancer la société, qui n'ont aucune conscience de l'intérêt général, qui ne pensent qu'à l'intérêt privé. [...] Je trouve ça hyper violent de voir tous ces gens qui sont écartés de la société, qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Je trouve ça hyper violent parce que je me sens tellement impuissante par rapport à tout ça. Je trouve ça d'une violence

terrible. Vraiment. C'est ça que je trouve violent mais c'est vraiment douloureux comme violence. »<sup>1</sup>

La seule nuance qu'il y aurait, dans les discours entre hommes et femmes, serait que la violence structurelle est plutôt vue par les hommes comme violence du pouvoir et de la domination, et par les femmes comme celle des rapports sociaux<sup>2</sup>. On ne trouve pas, du côté des hommes et en dépit de leur nombre, de mention de la violence policière quoique ces militants aient conscience de l'existence d'une violence d'État contre des groupes sociaux minoritaires<sup>3</sup>. On peut s'étonner de cette absence dans la mesure où les anciens membres d'ETA qui ont participé ou soutenu des actes de violence ont systématiquement été victimes – directement ou indirectement – de la violence d'État, qu'il s'agisse de la répression policière, de la torture (notamment sexuelle), des attaques ou de meurtres commis par des paramilitaires d'extrême droite (Hamilton, 2007, p. 15).

Tableau 6.2 : Interprétations par les militants de la notion de violence

<i>Types de violence</i>	<i>Occurrences</i>	<i>Total</i>
Violence physique	3	7
Contrainte	4	
V. sociale (rapports sociaux)	1	<b>9</b>
V. structurelle	8	
V. du pouvoir/domination	5	5
V. d'État	2	2
V. policière	0	
Réaction	9	<b>14</b>
Outil de défense	5	
V. symbolique	1	1
Plurielle	4	4
NP	2	2

La comparaison des registres féminins et masculins d'interprétation de la violence présente donc peu de divergence. Elle suggère une égale adhésion à des lectures partagées et à des répertoires interprétatifs de la violence communs aux mouvements de libération nationale et à l'extrême gauche. Elle contribue encore à récuser les stéréotypes de genre dans le rapport à la violence et à la façon dont militants et militantes peuvent se la représenter. Dans le tableau 6.3, nous avons rassemblé toutes les modalités interprétatives de la notion sans les hiérarchiser ni privilégier celle qui semblait être l'interprétation dominante dans les réponses à la question évoquant le sujet. La distribution qui s'en dégage confirme celle du tableau 6.1

<sup>1</sup> Pour ETA, voir aussi Blandine et Françoise dénonçant : « La violence, c'est ce qu'on vit tous les jours : le chômage, des Macron qui sont en train de défendre les intérêts de ceux qui l'ont mis au pouvoir, qui donnent de la tune pour les campagnes. Terrorisme, c'est ce qui va se passer avec la CAF d'ici peu : ils vont retirer les aides, mettre les familles de plus en plus dans la merde. Je ne me pose pas le problème, s'il faut aider, s'il faut payer, ce n'est pas ça, elles [les familles] existent, elles sont là... Les allocations, ça les améliore, même si c'est pas la solution. Terrorisme, on le vit tous les jours avec des gens autoritaires qui veulent imposer leurs lois à coups de prison pour tout, sans parler de l'engagement politique. [Pour] tout, en général. »

<sup>2</sup> Cette différence interprétative demanderait toutefois à être vérifiée au vu de la taille réduite de l'échantillon avec lequel nous travaillons.

<sup>3</sup> Les femmes auraient-elles davantage subi la violence des manifestations souvent très durement réprimées (voir Laure, Isée) ? Les acteurs masculins refusent-ils de se placer dans une posture de passivité face à la violence des forces de l'ordre ?

Tableau 6.3 : Figures de l'interprétation de la violence par les militant.e.s

<i>Types de violence</i>	<i>Occurrences</i>	<i>Total</i>
Violence physique	5	10
Contrainte	5	
V. sociale (rapports sociaux)	4	<b>18</b>
V. structurelle	14	
V. du pouvoir/domination	11	11
V. d'État	8	9
V. policière	1	
Réaction	15	<b>26</b>
Outil de défense	11	
V. symbolique	1	1
Plurielle	9	9
NP	2	2

Au plan idéologique, femmes et hommes engagés dans la lutte armée au Pays basque partagent donc des lectures absolument analogues de la notion de violence, quelle que soit leur organisation d'appartenance, quoique les militants aient été numériquement plus nombreux à la mettre en œuvre que leurs homologues féminines. L'adhésion à ces représentations s'explique partiellement par une socialisation dans des organisations dont les répertoires d'action se sont étendus à la lutte ou à la propagande armées sans toutefois s'y réduire.

## Conclusion

L'étude que nous avons menée a permis de préciser la spécificité des parcours, des motivations et de certaines représentations des femmes engagées dans la lutte illégale au Pays basque. L'examen des biographies de femmes ayant rejoint des organisations clandestines comme ETA, IK ou les CAA a montré que la particularité des trajectoires d'engagement, mise en évidence au cours des premières décennies de la création d'ETA, s'effaçait après les années 1980. Cette conclusion confirme celles tirées de travaux menés sur le PIRA (voir Bosi, 2012, p. 371, note). La différence entre militantisme féminin et masculin tient plutôt, historiquement, aux conditions sociales et aux possibilités s'offrant aux hommes et aux femmes d'entrer dans l'activisme à différentes époques de l'histoire nationale (songeons en particulier aux restrictions imposées par le régime franquiste aux femmes en matière de participation à la vie sociale), à l'association étroitement ancrée entre militarisme et masculinisme, à la fois au plan macrosocial et au sein d'ETA notamment (Hamilton, 2007, p. 123). Le genre ne constitue donc une variable pertinente pour expliquer les *trajectoires* individuelles d'engagement qu'entre les années 1960 et 1980 au sein d'ETA. En revanche, on ne pourrait en dire autant concernant les *motivations* des femmes engagées dans la lutte basque. Si le genre ne semble pas incarner une variable pertinente pour expliquer les trajectoires individuelles d'engagement des femmes dans des organisations clandestines illégales occidentales, on peut envisager que tel puisse être le cas, au sein de populations locales d'autres régions et s'agissant de guérillas comme celle des FARC ou du PKK ainsi que le suggèrent des travaux récents (Felices-Luna, 2008 ; Grojean, 2013 ; Boutron, 2019b).

Le recueil de données primaires, auprès de militantes engagées dans la cause basque, a également permis d'établir qu'il n'y avait en aucun cas lieu de considérer leur engagement politique comme secondaire eu égard à leur motivation personnelle ou émotionnelle. Même l'expression de sentiments d'injustice, à l'initiale de leur implication, n'est pas réellement plus présente dans les discours féminins que masculins. Cette absence de spécificité liée au genre se retrouve s'agissant des interprétations proposées par les militantes et les militants de la violence. Elle atteste d'une adhésion comparable aux répertoires interprétatifs et idéologiques des groupes auxquels ces militant.e.s ont appartenu.

Un point demanderait encore à être exploré – que nous n'avons pas pu, dans le cadre de cet article, envisager –, celui des relations de genre au sein des groupes clandestins. Le sujet a été abordé avec certaines femmes rencontrées. Plusieurs questions devraient être considérées : les femmes ont-elles été confrontées à des attitudes sexistes au sein de ces organisations révolutionnaires ? Qu'en est-il des relations entre hommes et femmes au sein du collectif clandestin ? Comment les relations de genre se reproduisent-elles dans les organisations armées, y compris quand les représentations de genre sont intentionnellement mises en œuvre pour des raisons stratégiques (les femmes attirant moins le soupçon des forces de police lors de certaines opérations) ? Au fil des générations, ce qui s'affirmait très fortement comme une « lutte dans la lutte » pour l'émancipation féminine (cf. les récits de Madeleine et Amalia<sup>1</sup>) s'efface progressivement des discours recueillis dans le cadre de cette enquête (cf. les récits de Blandine et de Mona). Il resterait toutefois à déterminer factuellement la différence dans les rapports de genre entre les générations successives de ces organisations armées.

## Annexe

Tableau I : Liste des enquêtés avec leurs caractéristiques sociodémographiques

	Pseudonyme	Année de naissance	Organisation	Génération d'entrée en militance <sup>2</sup>	Années de détention	Profession du père
1	Amalia	1946	ETA-m	γ 1	8 ans	Ouvrier agricole
2	Estrella	1949	ETA-pm puis ETA-m	γ 1	1 an	Agriculteur
3	Isabella	1949	ETA-m	γ 1	7 mois	Adulte handicapé
4	Gaya	1951	ETA	γ 2	6 mois	Agriculteur
5	Madeleine	1952	ETA-m	γ 1	5 ans	Ouvrier
6	Fabienne	1953	ETA-pm	γ 1	4 ans	Ouvrier du bâtiment
7	Amandine	1955	ETA-m	γ 2	-	Employé
8	Elodie	1958	ETA-pm	γ 2	18 mois	Boulangier
9	Laureline	1958	ETA-m	γ 2	-	Chef d'entreprise
10	Louisa	1963	ETA-m	γ 2	-	Ouvrier
11	Isée	1964	ETA-m	γ 2	23 ans	Ébéniste
12	Elikia	1971	ETA	γ 3	3 ans	Chef de petite entreprise

<sup>1</sup> Et pour des travaux scientifiques sur le sujet, Dunezat, 2004 ; Roux *et al.*, 2005.

<sup>2</sup> γ 1 : intégration avant le franquisme (avant 1975) ; γ 2 : intégration pendant la transition (entre 1975-1982) ; γ 3 : intégration dans les années 1990 et après.

13	Blandine	1971	ETA	γ 3	4 ans	Chef de petite entreprise
14	Sandrine	1981	ETA	γ 4	3 ans	Employé de l'industrie
15	Mona	1982	ETA	γ 3	13 ans	Concierge
16	Elyana	1984	ETA	γ 3	5 ans	Ouvrier de l'élevage (apiculteur)
17	Tanya	1944	IK logistique	γ 1	-	Commis de restaurant (garçon de café)
18	Maud	1953	IK logistique	γ 2	-	Agriculteur
19	Laure	1963	IK	γ 2	9 mois	Agriculteur
20	Xavière	1960	Commandos Autonomes Anticapitalistes	γ 2	-	Maçon qualifié

## Références

- Alcedo Moneo M., *Militar en ETA*, San Sebastian, Haranburu, 1996.
- Antolín Matías, *Mujeres de ETA. Piel de serpiente*, Madrid, Temas de hoy, 2002.
- Aretxaga Begoña, *Los funerales en el nacionalismo radical vasco*, San Sébastian, La Primitiva Casa Baroja, 1988.
- Auriat N., *Les défaillances de la mémoire humaine. Aspects cognitifs des enquêtes rétrospectives*, Paris, PUF-INED, 1996.
- Barbier Kathia, « Sexe et représentations. Les façons de penser les femmes et leur délinquance chez les acteur·ice·s pénaux·ales et leurs effets sur la construction de la population délinquante », *Champ pénal/ Penal field* [Online], 16 | 2019, Online since 06 June 2019, URL : <http://journals.openedition.org/champpenal/10438>.
- Becker Howard, « Notes sur le concept d'engagement », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, vol. 11, 2006.
- Bosi Lorenzo, « Explaining Pathways to Armed Activism in the Provisional Irish Republican Army, 1969-1972 », *Social Science History*, vol. 36, n° 3, Août 2012, p. 347-390.
- Boutron Camille, *Femmes en armes : Itinéraires de combattantes au Pérou (1980-2010)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019a.
- Boutron Camille, « De la subversion à l'instrumentalisation. Trajectoires combattantes féminines et réaffirmation du patriarcat dans le Pérou de l'après-conflit », in Caroline Guibet Lafaye et Alexandra Frénod (dir.), *S'émanciper par les armes ? Sur la violence politique des femmes*, Paris, Presses de l'Inalco, 2019b.
- Bourdieu Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 62/63, juin 1986, p. 69-72.
- Bugnon Fanny, « Des "enfants monstrueux de 68" ? À propos des mouvements politiques violents et des médias (France-Allemagne, 1968-1998) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 2, n° 94, 2009, p. 47-52.
- Bugnon Fanny, *Les "amazones de la terreur". Sur la violence politique des femmes, de la Fraction armée rouge à Action directe*, Paris, Payot, coll. Rivage, 2015.
- Calleja José María, *¡Arriba Euskadi! La vida diaria en el País Vasco*, Madrid, Espasa, 2001.

- Cardi Coline et Geneviève Pruvost (dir.), *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012.
- Casanova Alonso Iker, *ETA 1958-2008. Medio siglo de historia*, Tafalla (Navarre), Txalaparta, 2007.
- Collovald A. et B. Gaïti, « Questions sur une radicalisation politique », in A. Collovald et B. Gaïti (dir.), *La démocratie aux extrêmes*, Paris, La Dispute, 2006, p. 19-45.
- Cunningham K. J., « Cross Regional Trends in Female Terrorism », *Studies in Conflict and Terrorism*, vol. 26, 2003, p. 171-195.
- Darley Mathilde et Jérémie Gauthier, « Bon flic bon genre. L'ordre des sexes dans la police », in Jérémie Gauthier et Fabien Jobard (dir.), *Police : Questions sensibles*, Paris, PUF, 2018, p. 77-93.
- Del Valle Murga Teresa, *Mujer vasca : imagen y realidad*, Barcelone, Anthropos, 1985.
- Descamps Florence, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001.
- Dijkstra Bram, *Les idoles de la perversité : figures de la femme fatale dans la culture fin de siècle*, Paris, Seuil, 1992.
- Domínguez Iribarren F., *ETA : estrategia organizativa y actuaciones 1978-1992*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 1998.
- Doyle Aoiheann, « The coverage of Women Terrorists is an example of a social construction of reality shaped by newsroom routines and selection of sources », *Discuss.*, 2015.
- Dunezat Xavier, *Chômage et action collective. Luttés dans la lutte. Mouvements de chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe*, Thèse de sociologie, Université de Versailles/Saint-Quentin-En-Yvelines, 2004.
- Falquet J., « Division sexuelle du travail révolutionnaire : réflexions à partir de la participation des femmes salvadoriennes à la lutte armée (1981-1992) », *Cahiers d'Amérique latine*, n° 40, 2003, p. 109-128.
- Fanon Franz, *Les Damnés de la terre* [1961], Paris, Gallimard, 1991.
- Felices-Luna M., « L'implication des femmes au sein des groupes armés contestataires : la déviance au service d'une entreprise citoyenne », *Champ pénal/ Penal Field* [En ligne], vol. IV | 2007, mis en ligne le 15 janvier 2007, p. 1-17.
- Felices-Luna M., « Déviance et politique : la carrière des femmes au sein de groupes armés contestataires », *Déviance et Société*, vol. 32, n° 2, 2008, p. 163-185.
- Fillieule O. et P. Roux, *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.
- Galtung J., « Violence, Peace and Peace Research », *Journal of Peace Research*, vol. 6, 1969, p. 167-191.
- Geesen A., *Une femme d'honneur au miroir des faits : la féminisation de la gendarmerie (1983-2005)*, Vincennes, Service historique de la Défense, 2008.
- Goffman Erving, *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minuit, 1968.
- Grojean Olivier, « “Les aléas d'un terrain comme révélateurs de sa structuration”. Gestion et objectivation d'une relation d'enquête sur une mouvance radicale et transnationale », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, n° 4, 2010, p. 63-76.
- Grojean Olivier, « Théorie et construction des rapports de genre dans la guérilla kurde de Turquie », *Critique internationale*, vol. 3, n° 60, 2013, p. 21-35.
- Guibet Lafaye Caroline, *Armes et principes. Éthique de l'engagement politique armé*, Paris, éd. du Croquant, 2019.
- Guibet Lafaye Caroline, *Un conflit au Pays basque : regards des militants illégaux*, Bruxelles, Peter Lang, 2020.

- Guibet Lafaye Caroline et Alexandra Frénod (dir.), *S'émanciper par les armes ? Sur la violence politique des femmes*, Paris, Presses de l'Inalco, 2019.
- Guillaume C., « Avant-propos », *Sociologies pratiques*, vol. 14, 2007, p. 1-4.
- Gurruchaga Carmen, *Los jefes de ETA*, Madrid, La Esfera, 2001.
- Hamilton Carrie, *Women and ETA, the gender politics of radical basque nationalism*, Manchester, Manchester University Press, 2007.
- Kergoat D., Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe, in H. Hirata, F. Laborie, H. Le Doare, H. Senotier (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, PUF, 2000, p. 35-44.
- Lacroix Isabelle, « Les femmes dans la lutte armée au Pays basque », *Champ pénal/Penal field*, vol. VIII | 2011.
- Laperrière A., « Les critères de scientificité des méthodes qualitatives », in J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer et A. P. Pires (dir.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Boucherville (Québec), Gaëtan Morin éd., 1997.
- Letamendia Beldunce F., *Historia del nacionalismo vasco y de ETA*, 3 vol., San Sébastian, éd. R&B, 1994.
- Morgan Robin, *Demon Lover. On the sexuality of terrorism*, Londres, Methuen, 1989.
- Pruvost G., *Profession : policier ; Sexe : féminin*, Paris, MSH, 2007.
- Reinares Fernando, *Patriotas de la Muerte, Quiénes han militado en ETA y por qué*, Madrid, éd. Taurus, 2001.
- Reinares F., « Who are the terrorists? Analyzing changes in sociological profile among members of ETA », *Studies in Conflict and Terrorism*, n° 27, 2004, p. 465-488.
- Roux Patricia, Perrin Céline, Pannatier Gaël et al., « Le militantisme n'échappe pas au patriarcat », *Nouvelles Questions Féministes*, n° 3, vol. 24, 2005, p. 4-16.
- Sanchez-Cuenca Ignacio, « Explaining temporal variation in the lethality of ETA », *Revista Internacional de Sociología*, vol. 67, n° 3, 2009, p. 609-629.
- Sommier Isabelle, *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.
- Talbot R., « Myths in the Representation of Women Terrorists », *Éire-Ireland : a Journal of Irish Studies*, vol. 35, 2001, p. 165-186.
- Taylor, C., « And Don't Forget to Clean the Fridge » : Women in the Secret Sphere of Terrorism, in G. DeGroot et C. Peniston-Bird (dir.), *A Soldier and a Woman : Sexual Integration in the Military*, Toronto, Longman, 2000, p. 294-304.
- Victor B., *Shahidas, les femmes kamikazes de Palestine*, Québec, Flammarion, 2003.
- Viterna J., « Pulled, pushed, and persuaded: Explaining women's mobilization into the Salvadoran guerrilla army », *American Journal of Sociology*, vol. 112(1), 2006, p. 1-45.
- Voëgtli M., « Du jeu dans le je : ruptures biographiques et travail de mise en cohérence », *Lien social et politiques – RIAC*, vol. 51, 2004, p. 145-158.
- Vuattoux Arthur, « Gender and judging, ou le droit à l'épreuve des études de genre », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [Online], 27 | 2014, Online since 01 January 2017, <http://journals.openedition.org/traces/6099>.
- Zwerman G., « Conservative and Feminist Images of Women Associated with Armed, Clandestine Organisations in the United States », *International Social Movements Research*, vol. 4, 1992, p. 133-159.